

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 29 OCTOBRE 1977 - N° 545

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

CHASSE A L'HOMME EN MOSELLE

«Quand il s'agit de terrorisme, il faut avoir le courage de dire à la police ce que nous savons et ce dont nous avons été le témoin».

Cette déclaration de Peyreffitte confirme que le modèle allemand le fascine, lui qui se déclarait il y a quelques jours partisan de l'extradition de Klaus Croissant.

Pendant ce temps, les flics étendent leur ratisage au-delà du Jura et de l'Alsace pour rechercher les «suspects» de l'affaire Schleyer. Des témoins auraient vu les personnes recherchées dans la région d'Albestroff. La trop célèbre «Audi verte» aurait été aperçue à Mittersheim en Moselle. Les blockhaus de la ligne Maginot seraient visités par 120 gendarmes. Un journal de ce matin confirme que les flics allemands auraient envoyé au ministère de l'Intérieur à Paris vingt mille affichettes avec les portraits des suspects, à coller en Alsace.

Rappelons que les flics n'ont pas osé, tant ils étaient peu sûrs des réactions de la population alsacienne.

- Campagne d'intoxication
- Réunion d'état-major à l'Élysée

NON A L'INTERVENTION contre le peuple sahraoui



Février 1976 : fondation de la République Arabe Sahraoui Démocratique. Le peuple sahraoui en liesse affirme son existence et sa volonté de lutter jusqu'au bout pour libérer le territoire de sa patrie.

Brusquement dans la journée de jeudi, les mass-média se sont déchaînées : il n'était plus question que des deux employés français de la

SNIM disparus en Mauritanie. Aussitôt, sans que les faits soient confirmés, la campagne d'intoxication et de calomnies contre le Front Poli-

sario était déclenchée.

Et le ministre des armées, Bourges, sur le pied de guerre proclamait : «Les autorités françaises n'excluent aucune action de nature à permettre la libération des otages du Polisario». Le *Matin* titre à la une : «Commandos français en état d'alerte». Et l'on se met à parler d'un coup de Modagiscio, mieux d'Entebbe, cette fois-ci à la française...

Cette brusque flambée d'indignation nationaliste et humanitaire ne peut faire illusion : c'est du fabriqué de toutes pièces et préparé de longue date. Bien

avant la nouvelle de la disparition des deux Français, les choses se préparaient : la commission des Finances demandait à Giscard de «faire preuve de plus de fermeté à l'égard du gouvernement algérien et à utiliser tous les moyens à sa disposition».

Le semi-officiel *France-Soir*, sous la signature de Dutourd avait ouvertement appelé le gouvernement à effectuer un raid du type Entebbe contre ces «espèces de tribus» !

Hausse des prix en septembre + 0,9%

L'indice officiel des prix a augmenté de 0,9 % au cours du mois de septembre. C'est une claque pour le gouvernement qui croyait pouvoir annoncer le mois dernier un ralentissement de la hausse des prix, suite à un indice d'août moins élevé : + 0,6%.

Le gouvernement n'avait pas ménagé ses efforts en annonçant que plusieurs prix de produits alimentaires devraient baisser : café, légumes, matières grasses. De toutes ces baisses annoncées, très peu ont été répercutées et alors qu'on jette des milliers de tonnes de choux-fleurs en Bretagne, les ouvriers continuent à payer le prix fort.

La persistance à un niveau élevé de la hausse des prix va poser des problèmes au gouvernement qui comptait sur une certaine décélération avant la fin de l'année pour aborder les élections dans de bonnes conditions.

Gennevilliers : les parents occupent le CES sans toit

Haby en présentant le budget de l'Éducation s'est félicité de l'augmentation des crédits. Où vont-ils ? Le CES Edouard Vaillant de Gennevilliers construit il y a 8 ans menace déjà ruine : il faut refaire les toits et l'installation électrique. Pour imposer les réparations urgentes les parents d'élèves l'occupent depuis vendredi matin.

(Lire page 6)

Boulogne/mer : les pêcheurs bloquent le port

Les pêcheurs d'Étaples occupent le port de Boulogne-sur-Mer ; ils protestent contre l'interdiction de pêcher le hareng dans les eaux communautaires. Ils refusent de faire les frais d'une situation provoquée par le pillage des gros chalutiers industriels et par la pollution.

(Lire page 5)

Les Montefibre retiennent deux directeurs

Jeudi, les ouvriers de Montefibre retenaient tard dans la nuit, le directeur de Saint Nabord et le négociateur de la Montedison. Ils exigeaient un emploi pour tous et le paiement intégral des salaires. Les négociations doivent reprendre jeudi.

(Lire page 4)

Les mineurs américains dans la lutte

Les grèves de l'été 77 aux USA

Lire en page 2 le dossier de Bob Bryant

Suite page 7

Les mineurs américains dans la lutte -2-

LES GREVES DE L'ÉTÉ 1977

Par Bob BRYANT

● La grève de Stearns, qui a débouché sur un violent affrontement entre les mineurs et la police anti-émeute la semaine dernière, est loin d'être isolée. Dans tous les Etats-Unis, les «grèves sauvages» déclenchées contre l'avis des directions syndicales dans les entreprises où il y a des syndicats se multiplient. Sans compter les grèves pour la reconnaissance du syndicat. Depuis des dizaines d'années, c'est la seule voie pour imposer aux patrons le syndicat dans l'entreprise. A travers les «grèves sauvages» s'affirme la volonté que soient prises en compte leurs revendications réelles, et ceci ne se fait qu'au prix d'une lutte longue, la plupart du temps très dure. C'est le cas notamment des grèves de l'été 1977 au cours desquelles les mineurs de Virginie occidentale, l'Etat proche du Kentucky où se trouvent les mines de Stearns, se sont trouvés à la pointe de la lutte. Aujourd'hui avec les mesures de relance charbonnière prises par Carter, la résignation qui existait chez toute une génération de mineurs paraît arrivée à son terme. «Les jeunes mineurs ressemblent plus à leurs grand-pères qu'à leurs pères».

La grève a été déclenchée le 20 juin 1977. Les mineurs avaient pris connaissance d'informations selon lesquelles ils seront désormais obligés de payer les premiers frais d'hôpital jusqu'à 250 dollars (1 250 F.) et devraient prendre à leur charge 40 % des frais médicaux. Depuis 1948, ils bénéficiaient du remboursement complet de tous les soins. Cette attaque apparaissait d'autant plus grave qu'elle remettait en cause la possibilité pour les mineurs de mener des luttes.

Une remise en cause des moyens de lutte

Les patrons et les directions syndicales avançaient comme prétexte pour cette mesure que le fond destiné aux remboursements des soins médicaux était au bord de la faillite. Ce fond est alimenté par des contributions distribuées au prorata du nombre d'heures travaillées. Les directions syndicales et les patrons prétendent que les difficultés financières du fond venaient des «grèves sauvages» (wild cat strike) qui venaient multiplier le nombre d'heures de travail perdues.

Les difficultés de la lutte dans les Appalaches

Les mineurs de Virginie occidentale poursuivirent la grève pendant plus de dix semaines. Ils furent 60 000 en grève. Dans d'autres régions minières des Appalaches, il y avait encore 25 000 grévistes. Les Appalaches

sont une chaîne de petites montagnes parallèles à la côte est des Etats-Unis, de la Georgie à New-York. La population y est peu nombreuse, la terre est peu fertile, l'industrie n'y a pas été installée à cause des problèmes de transport et de commercialisation. La seule richesse de la Virginie occidentale et des autres Etats des Appalaches, c'est le charbon. Les compagnies charbonnières le savent et l'utilisent comme moyen de pression. Il a toujours été difficile de faire la grève dans cette région, parce que le taux de chômage étant élevé, les patrons trouvaient toujours des jaunes. C'est ce qui est à l'origine de luttes longues et dures, accompagnées d'une grande violence, comme on peut le voir dans le film «Harlan County USA».

La situation s'est encore aggravée, parce que le capital industriel fuit vers des régions où la productivité est plus grande et le taux de syndicalisation plus bas, comme c'est le cas dans le Montana et le Wyoming. Bien que le taux de syndicalisation soit déjà bas dans la région des Appalaches, dans l'ouest, les mineurs sont presque tous non-syndiqués. De plus dans l'Ouest, les mines sont à ciel ouvert, la mécanisation y est plus poussée, ce qui permet une forte augmentation de la production dans les périodes où le besoin s'en fait sentir, par exemple pendant une grève.

Les stocks anti-grève

Les USA s'efforcent d'avoir un

stock correspondant à 75 jours de consommation de charbon. En fait, si c'était le cas en 1976, le stock a été augmenté et atteint aujourd'hui 78 jours. De plus, la production aux Etats-Unis est à une telle échelle que la grève dans la région des Appalaches n'a abaissé la production que de 5,5 %.

Une campagne a cependant été organisée contre les mineurs de la région sous prétexte que celle-ci menaçait l'économie de la région. En Virginie occidentale, les réserves avaient baissé. Dans l'un des centres de production d'électricité, le stock était passé de 63 jours à 34 jours. Les compagnies ont menacé d'importer du charbon du Montana. Dans cet Etat, la production a augmenté de 30 % cette année. C'est une menace directe contre la sécurité de l'emploi des travailleurs de la région.

La désyndicalisation

Les compagnies font peser également la menace sur le contrat national. Comme dans beaucoup de branches de l'industrie américaine, les mineurs ont obtenu le contrat national après la guerre quand la United Mines Workers Association (UMWA, le syndicat des mineurs) était dirigée par John Lewis. Celui-ci venait empêcher les tentatives de diviser les mineurs.

Récemment, le président de la «Bituminous coal operators Association», l'organisation patronale du charbon, Joseph Brennan, a déclaré qu'il allait falloir en revenir aux contrats régionaux pour contrer les grèves sauvages.

Pendant les grandes années de l'UMWA, au lendemain de la guerre, 48 % de la production de charbon était assurée par des mineurs syndiqués. Aujourd'hui, il n'y a plus que 26 % des mineurs syndiqués chiffre proche du taux de syndicalisation national, à peu près 20 %.

Le lourd héritage du syndicalisme américain

Le syndicalisme américain a été étroitement partie prenante au niveau idéologique du développement de l'impérialisme US. Lorsqu'en 1910, dans la vague de grèves qui s'est déclenchée, sur l'initiative des ouvriers de la base, les mineurs ont poursuivi la grève malgré l'interdiction de la cour fédérale, le très populaire chef du syndicat des mineurs John I. Lewis est intervenu pour dire : «Nous sommes américains : nous ne pouvons pas affronter notre gouvernement».

Les modifications dans les syndicats

Des modifications importantes apparaissent dans le syndicat des mineurs. La combativité ouvrière a brisé la paix sociale instaurée



sous les directives de Tony Boyle, qui a dirigé le syndicat de 1962 à 1972. Celui-ci, comme ses acolytes Abel et Douglas Fraser de la métallurgie et de l'automobile, n'a jamais considéré son rôle comme étant celui de défendre les intérêts des ouvriers, mais de servir d'intermédiaire entre les patrons et les travailleurs, d'aplanir les difficultés, d'étouffer les luttes. Mais les mineurs n'ont jamais accepté sa tentative d'imposer un contrat interdisant la grève, comme c'est le cas dans le secteur de l'acier actuellement. Une grande vague de colère a soulevé les mineurs lorsqu'il a fait assassiner Joseph Yablonski, syndicaliste populaire parmi les mineurs qui s'opposaient à la présidence de l'UNWA. Tony Boyle est en prison et les mineurs ont donné leurs voix à Arnold Miller, «reform candidate» comme Yablonski, qui voulait apporter un changement dans le syndicat.

Cependant, Miller lui-même est de plus en plus mis en cause, car le changement qu'il a apporté est bien limité. S'il a imposé que les négociations partent sur les questions de sécurité, ce qui était laissé à l'écart jusqu'à présent, la collaboration n'en continue pas moins avec les patrons. Il a attendu d'être réélu en juin de cette année pour rendre publique la décision de réduire les remboursements des frais médicaux qu'il connaissait depuis longtemps pour l'avoir préparée de concert avec les patrons.

Une nouvelle génération

Le vice-président du district 17 de l'UMWA à Charleston (Virginie Occidentale) où se trouvait le centre de la grève sauvage de cet été déclarait «Les jeunes mineurs ressemblent plus à leurs grand-pères qu'à leurs pères». Les mineurs ont toujours joué un rôle de premier plan pour la classe ouvrière américaine. Et le vice-président de rappeler que son oncle avait dirigé un groupe armé de mineurs en 1923 pour chasser les mercenaires des patrons. Il y avait eu une grande bataille à Blast Mountain où les forces gouvernementales avaient lâché par avion des bombes sur les mineurs. Son père représentait selon lui le type même d'une autre génération de mineurs. Mineur pendant 45 ans, il était content seulement de pouvoir trouver du travail pendant les années 50 et 60 quand la demande de charbon baissait, parce qu'il laissait la place au pétrole.

Cette résignation paraît arrivée à son terme, dans les mines, Carter mettant l'accent sur le développement du charbon, et dans toutes les branches industrielles.

Dans l'ouest, les compagnies sont prêtes à payer très cher pour que les syndicats ne s'organisent pas dans leurs entreprises. Elles offrent des salaires relativement plus élevés et des aides médicales beaucoup plus complètes.

Pendant les grèves du mois d'août, les mineurs grévistes interviennent dans une réunion de la direction du syndicat des mineurs à Charleston (Virginie occidentale) pour leur demander de soutenir les grèves sauvages.



Egoutiers parisiens

«ON EST EN GREVE, ON Y RESTE !»

Les égoutiers parisiens en grève depuis le 20 octobre pour la création d'un C.H.S., l'augmentation des effectifs, des salaires et le 13^e mois ont reconduit jeudi matin leur mouvement au cours d'une assemblée générale particulièrement mouvementée. Certains membres de la direction du syndicat CGT, ont en effet repris la proposition qui avait été faite rapidement la veille, de suspendre le mouvement le week-end du 1^{er} novembre. Mercredi matin, cette proposition avait d'abord été rejetée par la grande majorité des grévistes présents. Des membres de la direction syndicale avait alors organisé un second vote au

cours duquel cette fois un peu plus de 50 % des travailleurs votait pour l'arrêt. Ce second vote n'avait pas grande signification, les grévistes se voyant imposer de fait cette seule solution, puisque leur premier avis n'était pas pris en compte. A tel point que le second vote était annulé... mais aussi le premier, certains dirigeants syndicaux soucieux soudain de démocratie proposaient aux travailleurs présents, majorité de l'ensemble des grévistes, d'organiser une consultation auprès de leurs camarades absents dans la nuit de mercredi à jeudi. Jeudi matin, suite à ces votes, de nombreuses discussions, sanctionnées par un vote définitif, ont eu lieu.

Mais quelle raison donnent certains membres de la direction du syndicat, pour suspendre le mouvement ce week-end ? «A la fin de la semaine, ça va être les congés de la Toussaint. Arrêter le mouvement - et c'est une proposition honnête - permettrait d'avoir nos quatre jours payés. Sinon, vous les perdez ! Mercredi bien sûr, vous vous regrouperez dans la rue pour montrer à l'administration que vous n'avez pas l'intention de céder... Nous savons bien sûr que nous n'avons pas l'intention d'arrêter notre mouvement...



Cette proposition sera reçue par un «On continue la grève» unanime.

«Nous sommes loin de vouloir briser quoi que ce soit», se croyaient obligés de dire certains dirigeants syndicaux. Mais à quoi revient une telle proposition, sinon ni plus ni moins qu'à «gagner» quatre jours. «Deux» précisait un gréviste, deux jours étant de toute façon payés... Et à porter un coup à la lutte, en démobilisant un certain nombre de grévistes qui, jusqu'ici, n'avaient pas encore participé très activement à la grève et avec qui leurs camarades discutent.

«Si on fait ça, faisait d'ailleurs remarquer l'un d'eux, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'il n'y a pas de raison qu'on ne fasse pas pareil le 11 novembre. Donc, arrêter, reprendre, arrêter puis reprendre... c'est casser la grève en rondelles.» «Ça n'est pas possible !»

En outre, pour toucher le salaire du 1^{er} novembre, (jour férié) selon la loi, il ne suffirait pas d'arrêter le mouvement... et de partir en congés, mais il faudrait, en plus, travailler la veille, vendredi... et le lendemain, mercredi ! Réalité qui allait soulever un formidable tollé dans la salle Croizat de la Bourse du Travail ! Accepter ces conditions (et il n'y en avait pas d'autres !) c'était bel et bien enterrer le mouvement !

Certains membres de la direction CGT se conten-

taient pourtant, de présenter cette réalité sans commentaire aucun, et pouvaient dire : «Vous savez, pendant cette période, il n'y aura personne dans l'administration pour négocier. C'est un cadeau que vous lui faites !»

Qu'est-ce à dire, sinon s'avouer vain d'avance ? Un travailleur exprimait ce point de vue : «On ne peut donc dire qu'on considère qu'on ne peut rien obtenir avant ?» «C'est aux camarades de savoir quand ils veulent voir les pouvoirs publics». Bien sûr, il n'est pas certain que l'administration chiraquienne cède dès ce week-end, mais elle cèdera d'autant moins et d'autant moins vite si la grève est morcelée, si le point de vue selon lequel «la balle est dans le camp de la direction» l'emporte. Le meilleur moyen d'avancer est bien la bataille sur le terrain.

«Moi, je propose une manifestation» s'exclame alors un travailleur, applaudi par la salle. Toujours est-il que la direction du syndicat propose qu'on vote démocratiquement, le représentant de chaque atelier devant faire connaître le résultat du vote effectué dans le sien.

Les premiers résultats

font apparaître une majorité pour la suspension : «Atelier 1 et 2 : 80 % pour, 20 % contre ; atelier 3 et 4 : 88 % pour, 12 % contre ; atelier 5 : 60 % pour». C'est alors qu'en quelques secondes se produisent deux événements qui vont venir magistralement contredire ces «résultats», à tel point qu'on peut légitimement se demander comment ils ont été obtenus.

Les travailleurs des ateliers 3 et 4 envahissent la tribune, le délégué représente l'atelier n° 8, qui déclare «On est en grève à 100 %. Nous avons réfléchi à cette question. Si on reprend, l'administration va rigoler. On est en grève, on y reste, c'est simple !»

Les grévistes présents votent alors à main levée unanimement sous les acclamations, la poursuite... et ils représentent au moins 75 % des grévistes !

L'assemblée générale prévue pour durer encore longtemps est écourtée. Les égoutiers partent alors en manifestation jusqu'à l'Hôtel de Ville, rencontrant partout le soutien de la population.

Richard FEUILLET

Pellet — IGLA (Nanterre) : jugement d'expulsion reporté

Alors que le soutien continue à s'élargir à Nanterre autour des entreprises en grève, IGLA et Pellet, les travailleurs de Pellet, dans leur 21^e jour de grève, viennent de repasser au tribunal de référés. Le jugement est reporté au mercredi 2 novembre. C'est une nouvelle victoire remportée par les grévistes dont la détermination n'a pas faibli. Jeudi, pour la première fois en 21 jours, le PCF par l'intermédiaire de son journal local *L'Éveil*, daignait attribuer quelques lignes à cette lutte, sans même parler de leur passage le jour même devant le tribunal des référés. On apprendait aussi avec stupéfaction que la section CGT de l'usine dirigeait la lutte. Or, le seul syndicat à Pellet étant la CFDT, à *L'Éveil*, on répondait embarrassé qu'il s'agissait d'un coquille ! Voilà des gens bien mal informés !

Corr. NANTERRE

Centre de tri Créteil : non au licenciement d'un vacataire

L'administration tente de licencier un vacataire au CTA. Les motifs qu'elle invoque semble relever plus de la chasse aux travailleurs combattifs que de reproches justifiés sur la façon dont ce vacataire remplit ses fonctions. Il lui est reproché avant tout dans deux rapports très explicites, adressés par son chef immédiat au chef de centre, une attitude jugée trop revendicative ainsi que le fait d'avoir pu discuter de l'organisation du travail dans son service avec d'autres travailleurs. Les sections syndicales CGT et CFDT du CTA s'élèvent avec vigueur contre ces pratiques scandaleuses de l'administration, et entendent défendre par la lutte collective les droits syndicaux d'organisation et d'expression des vacataires. Elles exigent que l'administration renonce immédiatement à toute mesure de licenciement à l'encontre de ce camarade.

Communiqué des sections CGT et CFDT

Communiqué des sections CGT et CFDT de Créteil Centre de Tri Automatique PTT

Direction CGT Renault

«L'entreprise doit tourner»

Après 8 jours de négociations, la direction a finalement admis qu'il n'y aurait pas de licenciement à la suite de la grève, ni aucune sanction de quelque nature que ce soit. Le 12 octobre, elle envoyait aux manutentionnaires des départements 38 et 14 une lettre dans laquelle elle affirmait ; «En aucun cas, et quelle que soit la durée de l'arrêt de travail, aucune heure de grève ne sera payée.

Les engins de maintenance ayant été soustraits à leur activité normale par les grévistes, la grève est devenue illicite. En conséquence, les minorations de la prime exceptionnelle prévues par la réglementation pourront être appliquées.

Le personnel dont il aura été constaté par huissier qu'il participait aux opérations illégales visant à bloquer l'activité du département 38 pour provoquer le chômage technique, devra répondre de ses actes»

Au cours de la négociation, elle avait d'abord accepté de retirer les 14

menaces de licenciement, mais assortissait ce recul d'une lettre à chacun d'entre eux, précisant «Dernier avertissement avant licenciement pour une action considérée comme illégale». Enfin, malgré son dernier recul, elle refusait toujours d'indemniser les heures perdues.

Pendant toute cette lutte, la direction aura fait la preuve qu'elle emploie tous les moyens pour sauvegarder ses intérêts. Malgré cela, on trouve dans plus d'un tract de la CGT des regrets clairement exprimés sur l'importance qu'a pris la lutte : «Nous ne rappellerons jamais assez que si cette structure (nouvelle organisation à la manutention) avait été discutée début septembre, il n'y aurait jamais eu de grève (souligné dans le texte). Nous ne rappellerons jamais assez que si la direction n'avait pas organisé deux provocations graves et dangereuses, la dimension de cette lutte n'aurait pas eu l'aspect qu'elle a.»

On peut se demander

comment il se fait que la structure finalement mise en place à la manutention «donne satisfaction à la fois aux travailleurs et à la direction». Pourquoi, dans ce cas, a-t-il fallu plusieurs semaines de grève ?

Derrière ce raisonnement, la fameuse défense de l'entreprise nationalisée, en toute circonstance : dans le même tract, on trouve en conclusion : «L'entreprise est un tout. Elle doit tourner. Ce n'est pas le premier conflit qui se terminera dans l'intérêt de tous !»

Les travailleurs qui ont subi les attaques des nerfs, le lock-out, les menaces de licenciement... ne seraient donc que les frères ennemis de la direction ?

L'entreprise doit aujourd'hui tourner, coûte que coûte, selon les gens du PCF qui dirigent la CGT. Dans ces conditions, le jour où le PCF sera au gouvernement, l'entreprise nationalisée devra donc tourner, plus et mieux encore qu'aujourd'hui !

LUTTES OUVRIERES

Montéfièvre : deux directeurs retenus à la mairie

Après des semaines d'impasse, les travailleurs de Montéfièvre ont retenu jeudi soir à la Mairie de Saint-Nabord le directeur de l'usine vosgienne, ainsi que M. Varalda, un des directeurs généraux de la Montedison. Les deux hommes ont été relâchés vers 1 heure du matin. La police, présente, n'est pas intervenue.

La direction a accepté d'examiner les propositions de l'intersyndicale, comportant le redémarrage immédiat de tout le secteur du nylon textile et industriel, et par étapes dans un maximum de quatre mois, de l'ensemble du secteur polyester.

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine le 22 juillet dernier, les ouvriers n'avaient pu obtenir de garantie sur l'avenir de l'usine et le paiement des salaires. Au début de la discussion de jeudi, la direction proposait de reprendre 731 personnes à 24 heures par semaine, en maintenant seulement le secteur nylon textile et polypropylène, abandonnant tout le secteur du nylon industriel et du polyester.

«Montéfièvre n'est pas mort ! Montéfièvre vivra !» scandaient les travailleurs devant la mairie. Ils exigent du travail pour tous, et le paiement intégral des salaires.

400 licenciements chez Ernault-SOMUA

Le syndicat CGT de l'entreprise Ernault-SOMUA (machines-outils) qui emploie 3 000 personnes, a annoncé un plan de licenciements de 398 personnes : 148 à Vélizy dans les Yvelines, avec fermeture définitive du secteur fabrication, 130 à l'usine de Saint-Etienne, 120 à Cholet (Maine-et-Loire). En un peu plus d'un an, 600 emplois ont déjà été supprimés sur l'ensemble du groupe.

Licenciements en perspective dans la région parisienne

Un certain nombre d'entreprises de la région parisienne envisagent de licencier. «La fabrication de précision» à Saint-Maurice se propose de licencier 26 personnes sur 150. Dans le Val-de-Marne, l'entreprise de petits transformateurs Tesa, à Gentilly : 82 personnes ; à Clichy, 107 licenciements chez Auxintec. Ces deux dernières envisagent même de fermer. A Paris, les meubles Léviton, qui avaient demandé l'autorisation de licencier 140 personnes, l'ont obtenue pour 40 personnes âgées de plus de 58 ans. Et chez Wander, à Champigny, fabrique de produits alimentaires, 40 licenciements sur 175.

Le budget de l'agriculture à la Chambre des députés

DERRIERE LES PROMESSES LOURDES MENACES POUR LES PETITS PAYSANS

● Mercredi soir, les députés ont voté le budget 1978 pour l'agriculture. Méhaignerie, le ministre, a défendu le projet du gouvernement qu'il a présenté comme un «projet sérieux, à l'intérieur d'un cadre et de contraintes imposées par la lutte contre l'inflation». C'est en fait un projet qui envisage de museler les paysans en leur accordant l'aumône de ce que le ministre appelle «la poursuite de l'effort

de solidarité» : des mots et des promesses électorales.

Le deuxième motif de satisfaction pour le ministre, c'est «la prolongation et le renforcement des actions qui permettent le mieux d'améliorer la compétitivité de l'agriculture française».

Autrement dit, le développement des seuls agriculteurs jugés rentables.

Les dépenses bénéficiant à l'agriculture sont de 47,3 milliards, soit environ 17 % de plus par rapport à 77. C'est 12 % des dépenses de l'Etat qui sont ainsi utilisées, réparties en quatre masses principales :

- le budget, proprement dit, du ministère de l'agriculture : 19,6 milliards
- le budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) se montant à 18,1 milliards
- la contribution de la France en faveur de la politique agricole commune (8,7 milliards)
- enfin, divers crédits (comptes spéciaux du Trésor, pertes de recettes au budget général, subventions aux collectivités locales) : 0,9 milliards

C'est sur les 19,6 milliards du budget de l'agriculture que le débat porte principalement. La «majorité» et le PS ont, cette année, jugé le budget «courageux» comme l'a souligné le député PS Huet (Pas de Calais). Les députés du PCF ont, comme leurs confrères, émis dans des circonscriptions rurales, fait un petit tour à la



tribune pour soigner leur image de marque auprès de leurs électeurs. En particulier, Rigout pour l'ensemble du groupe du PCF, regrette que le gouvernement n'ait pas engagé une politique de développement des équipements agro-alimentaires. Il «oublie» que ce sont précisément les industries agro-alimentaires qui contribuent, en les intégrant, à renforcer la domination du capital sur les paysans, qui chasse les plus pauvres en les endettant jusqu'au cou.

Ce développement des équipements agro-alimentaires s'appuyant principalement sur les coopératives, entre très bien dans le projet de capitalisme d'Etat du PCF.

Soucieux de s'attirer les votes des paysans, des retraités notamment, qui constituent une part importante de la population rurale, le gouvernement a augmenté cette année de 54,8 % la subvention pour les prestations sociales agricoles. D'autres dépenses, qui ont un intérêt électoral, portent sur les crédits calamités, en particulier pour la viticulture (+ 86,9 %).

La droite attend que les viticulteurs sinistrés votent pour elle, ou du moins pour les notables traditionnels, afin de contrecarrer la progression enregistrée par les candidats du PCF aux derniers scrutins dans le Midi Viticole.

Cependant, il n'y a pas que les élections. L'intérêt

de la bourgeoisie consiste à assurer «une agriculture à haut niveau de compétitivité». Pour cela, il faut moderniser en s'appuyant sur les «paysans dynamiques», capables d'être de bons gestionnaires capitalistes. Un quart du budget leur est consacré sous forme de bonifications d'intérêt, pour les prêts accordés par le Crédit Agricole. Plan Barre oblige, il y a un poste où Méhaignerie propose des économies : c'est celui des équipements, qui diminue de 7 %. Mais le gouvernement continuera à inaugurer de grands travaux, à poser des «premières pierres», car par une manipulation de budget, ce n'est qu'en 78, certainement avant les élections, que les crédits votés l'an dernier seront débloqués. Avec ce tour de passe-passe, les autorisations de programmes resteront au niveau de 1977 et l'électeur paysan devra s'estimer content ! Du moins, le gouvernement le pense ainsi. Pourtant dans les campagnes beaucoup d'inquiétudes se manifestent. Principalement chez les producteurs de lait, qui sont pénalisés d'une taxe qui prélève 1,5 centimes par litre de lait. Cette taxe, ils la refusent, comme ils refusent les chiffres que, dans deux semaines, Méhaignerie présentera à la conférence annuelle sur les revenus agricoles.

Le revenu agricole aurait progressé de 2,5 % en francs constants. Mais c'est une moyenne qui ne

rend absolument pas compte du fait que les gros deviennent plus riches, et les pauvres chaque jour plus exploités, jusqu'à se voir contraints de partir rejoindre la masse des chômeurs ou à finir leurs jours avec une IVD (Indemnité viagère de départ) qui se dévalue au fil des mois.

Le ministre voudrait une agriculture «majeure et indépendante». Pour cela, il vise l'abolition des barrières douanières, ce qui permettrait aux produits étrangers les moins chers de concurrencer la production des paysans ayant un coût de production élevé (producteurs de lait, viticulteurs, producteurs de fruits et de légumes). Leur disparition est rendue nécessaire pour la bourgeoisie, d'une part pour baisser le prix de la nourriture des travailleurs des villes, en achetant moins cher à l'étranger d'autre part pour favoriser l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la CEE avec l'idée d'échanger leurs produits agricoles contre des productions industrielles.

Les mesures «sociales» que contient le budget n'ont pour effet que de masquer ces lourdes menaces jusqu'aux élections. Chirac et le RPR, eux, se permettent démagogiquement de faire campagne contre l'adhésion des pays méditerranéens à la CEE !

Bernard PELO

REIMS : RÉPRESSION A LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE

Sans en saisir le conseil de discipline, la direction de la Caisse primaire d'assurance maladie de Reims vient de sanctionner 8 militants syndicaux dans l'exercice de leur mandat :

- 2 pour la CFDT
- 2 pour la CGT
- 4 pour FO

Les sanctions comportent :

- Pour 1 représentant CFDT et 1 représentant FO, la rétrogradation avec une perte de salaire de plus de 500 F par mois,
- pour les autres militants, un avertissement

avec retenue de salaire variant de 2 à 4 jours.

Informé de ces mesures en Assemblée générale, ce jour, 24 octobre 1977, le personnel s'est rendu en délégation devant les bureaux de la direction pour demander l'annulation des sanctions.

Malgré l'intervention de l'inspection du travail, à la demande des organisations syndicales, le directeur, qui est libre de ses allées et venues dans l'organisme et à l'extérieur de celui-ci, s'est refusé à revenir sur sa position.

La Fédération CFDT est immédiatement intervenue auprès du directeur de la CPAM de Reims pour la levée des sanctions.

Elle demande une entrevue au Ministre du travail contre cette atteinte délibérée aux droits syndicaux.

Elle appelle ses syndicats à manifester :

- Leur soutien, en adressant au personnel de la CPAM, par l'intermédiaire du syndicat CFDT de la Sécurité sociale et des institutions sociales de la Marne, des télégrammes ou motions de sympathie.
- Leur profond désaccord, en adressant au directeur de la CPAM des télégrammes ou motions de protestation.

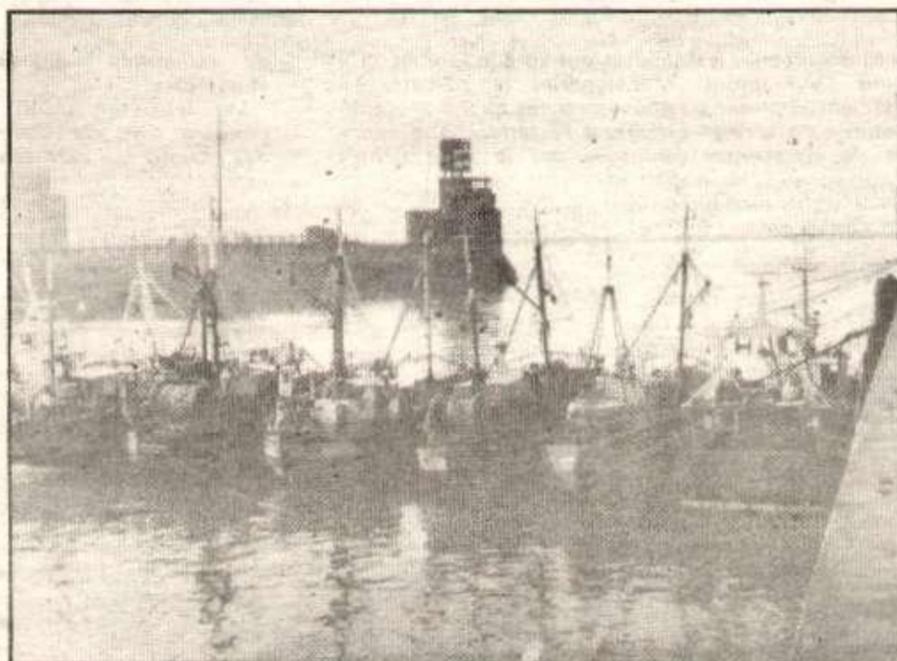
Fédération CFDT
des syndicats
du personnel de
la Sécurité sociale et
des Institutions sociales

Boulogne-sur-mer

Les pêcheurs d'Étaples bloquent le port

● Les harengs, sont en passe de disparaître dans les eaux de la Manche et d'une partie de la mer du Nord. Pillés par les chalutiers industriels râlant les mers au chalut pélagique, les harengs sont de moins en moins nombreux. Pour les petits pêcheurs, les dernières campagnes avaient déjà été très mauvaises, en raison de cette disparition du hareng dont les stocks vivants sont estimés actuellement à 300 000 tonnes au lieu de 3 millions de tonnes il y a quelques années. Pour éviter une disparition totale, la commission de la pêche de la C.E.E. a décidé le 25 octobre de prolonger jusqu'à la fin de l'année l'interdiction de pêcher le hareng, qui en principe devait être levée ce jour-là précisément. Les ministres de la pêche envisageaient même de faire durer plusieurs années cette interdiction.

C'est un coup dur pour les petits artisans pêcheurs de la mer du Nord. Pour beaucoup d'entre eux, la pêche du hareng côtier, le meilleur, est l'unique source de revenus ; l'interdiction de pêcher les menace de ruine. Beaucoup d'entre eux comptant sur une levée de l'interdiction pour le 25 octobre avaient équipé leur bateau, préparé leur matériel, réuni leur équipe pour commencer la nouvelle campagne. Tous ces frais engagés risquent d'être inutiles et des pêcheurs vont se retrouver au chômage.



LES CARS-FERRIES DÉTOURNÉS

Pour protester contre cette décision, les pêcheurs d'Étaples, connus pour leur combativité — il y a trois ans, ils avaient vidé de leur contenu des camions transportant du poisson d'importation — ont bloqué le port de Boulogne-sur-Mer. Un navire-école de la marine argentine est bloqué, les cars-ferries qui font la liaison avec l'Angleterre sont détournés.

Les pêcheurs du Tréport ont annoncé qu'ils passeraient outre à l'interdiction de pêcher le hareng. Un certain nombre devait partir vendredi matin. Au Tréport, en plus des pêcheurs de ce port, vien-

ent des pêcheurs d'autres villes, notamment de la baie de Somme. Ils prennent pension pour le temps de la campagne dans la ville, certains s'engagent sur des chaluts, d'autres sur les petits bateaux qui font de la pêche côtière. Ce sont ceux-là qui sont les plus touchés : il n'est pas possible pour eux d'aller pêcher plus loin en Mer du Nord, ils n'ont pas l'équipement.

LES PORTS S'ENSABLENT

Les pêcheurs sont conscients du problème de la disparition du hareng, ils n'ont pas attendu pour dénoncer les dangers du chalutage à outrance pratiqué par les gros chalutiers

et notamment les chalutiers soviétiques et pour demander l'arrêt des pollutions occasionnées par les rejets des industries côtières. Mais ce qu'ils refusent, c'est de faire les frais d'une situation dont ils ne sont pas responsables alors que les gros patrons de pêche peuvent poursuivre leur pillage plus loin en mer.

La situation des petits artisans-pêcheurs risque d'être définitivement compromise par ces mesures. De nombreux bateaux sont en vente et certains petits ports s'ensablent parce qu'ils ne sont pas dragués. La pêche côtière qui fait vivre une partie importante de la population de la côte picarde est ainsi menacée de mort.

Simone Veil et la prévention sanitaire

Plus c'est vaste, plus c'est vague...

Au dernier conseil des ministres, Simone Veil a confirmé les mesures qu'elle avait annoncées concernant la politique de prévention sanitaire.

Le ministre de la santé a présenté un bilan satisfait de son action dans ce domaine en particulier dans le domaine... du tabac. Dernière trouvaille : la répression des fumeurs allumant leur cigarette dans les endroits interdits.

Simone Veil a dressé un bilan d'action aussi vaste qu'imprécis. Selon le communiqué officiel du conseil des ministres : « Les campagnes en cours ou en projet concernant le tabagisme, l'alimentation de la femme enceinte et du nourrisson, l'insertion des handicapés dans la cité, l'hygiène bucco-dentaire. En outre, des actions particulières seront prises très prochainement en matière d'alcoolisme et de prévention des accidents du travail. Quelles actions précisément, le conseil des ministres a préféré rester dans la vague. Mais lorsque des revendications précises sont formulées par les travailleurs, comme c'est le cas pour les égoutiers de Paris en grève qui demandent entre autres la création d'un comité d'hygiène et de sécurité, la réponse est négative ou dilatoire. Seule réforme un peu précise, celle de l'examen prénuptial, il n'y aura plus de radiographie systématique des poumons, mais par contre un frottis gynécologique pour les femmes. Dernier volet, plutôt inquiétant des mesures annoncées : « La mise en place d'une commission interministérielle pour

coordonner les activités médicales et médico-sociales de prévention individuelle menées en ordre dispersé par le ministre en faveur de certaines catégories particulières de la population. »

Il semble bien qu'il s'agisse, sous ces vocables humanitaires et charitables, de renforcer encore dans certaines cités populaires le système d'encadrement et de contrôle par les « travailleurs sociaux », éducateurs, médiateurs de secteur, délégués aux tutelles et assistantes sociales.

M. Defrenne, PDG des établissements du même nom, appartenant au groupe textile Schlumpf, possédant une usine à Roubaix a été condamné par la sixième chambre correctionnelle de Lille. Le tribunal lui a infligé une peine d'un mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende. La fédération CFDT-Hacutex a obtenu 3 000 francs de dommage et intérêts. Defrenne était poursuivi pour faillite frauduleuse.

Defrenne condamné

Defrenne condamné

M. Defrenne, PDG des établissements du même nom, appartenant au groupe textile Schlumpf, possédant une usine à Roubaix a été condamné par la sixième chambre correctionnelle de Lille. Le tribunal lui a infligé une peine d'un mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende. La fédération CFDT-Hacutex a obtenu 3 000 francs de dommage et intérêts. Defrenne était poursuivi pour faillite frauduleuse.

Bouchées doubles pour le nucléaire

— Gravelines : Quatre réacteurs nucléaires de 925 MW seront construits sur le site de Gravelines (Nord). Le décret l'annonçant vient de paraître au journal officiel. Leur date de mise en service s'étalera de 1979 à 1981.

Le décret impose à EDF de présenter un rapport provisoire de sûreté six mois avant le chargement en uranium enrichi du premier réacteur et un rapport de sûreté définitif sur le fonctionnement des quatre tranches. Exigences formelles dans la mesure où les travailleurs et les habitants n'ont pas accès à ces rapports de sécurité et n'ont aucun pouvoir de contrôle.

En même temps que paraissait le décret, on apprenait que la première tranche de Fessenheim avait atteint sa puissance maximale de 890 MW.

Morlaix : écrasés par une grue

Un ouvrier a été blessé, deux autres grièvement blessés par la chute d'une grue dont on procédait au démontage, le chantier de gros-œuvre du nouvel immeuble des PTT de Morlaix étant terminé.

La contreflèche, qui aurait dû être verrouillée, s'est abattue brutalement sur le travailleur qui était sur la flèche, le tuant sur le coup. Un monteur, qui était sur la contreflèche a été éjecté et a fait une chute de 17 mètres, il souffre de multiples fractures. Un autre travailleur a été blessé au sol. Les conclusions de l'enquête effectuée immédiatement n'ont pas été rendues publiques. Il semble pourtant qu'il s'agisse d'une « défaillance technique ». Le matériel appartenait à la société Potain.

Communiqué

Grenoble : comité de lutte contre les mesures Stoléro

(Ancien comité de soutien à Ben Dhiab)

Malgré son expulsion, Ben Dhiab est revenu. Ce travailleur immigré au chômage avait protesté contre les annonces racistes. Pour le faire taire, on l'a tabassé, emprisonné, jugé, arrêté, expulsé. Malgré tout cela, il est venu réclamer son droit. Aujourd'hui, dans la clandestinité, il appelle tous les travailleurs à se battre à ses côtés contre les mesures racistes dont il est victime. Aujourd'hui, il n'est plus seul, avec lui nous nous posons la question : que veut le gouvernement Barre en s'attaquant aux immigrés ? Diviser les travailleurs français et immigrés alors qu'en plusieurs occasions l'unité s'est manifestée dans la lutte.

Barre fait appel à Stoléro qui propose ce qu'il appelle des mesures d'incitation pour le retour chez eux des travailleurs immigrés, la principale étant « le million ». Cela aussi est un échec cuisant : les immigrés dans leur immense majorité ne tombent pas dans le piège. Le gouvernement franchit alors une nouvelle étape : puisqu'ils ne partent pas de bon gré, on va les mettre dehors. Il ajoute : le refus de laisser venir les familles d'immigrés, et cela signifie qu'on refuse à des hommes de vivre en famille ; refus de délivrer toute nouvelle carte de travail, mesure qui s'applique notamment aux jeunes dont les parents sont en France et qui risquent d'être refoulés dans leur pays d'origine dans lequel ils n'ont jamais vécu ; le non renouvellement des cartes de séjour et de travail des immigrés au chômage ; la mise en fiche et le contrôle des travailleurs immigrés ; la discrimination dans l'emploi : plus de 80 % des offres d'emplois sont racistes.

Le gouvernement veut remplacer les travailleurs qui ont appris à lutter par des travailleurs qu'il espère plus dociles, c'est du moins ce que souhaitent le pouvoir pour anéantir notre force. Notre force sera notre unité.

● Unité Français — Immigrés contre les mesures qui s'attaquent aussi bien aux travailleurs français qu'aux travailleurs immigrés !

● Abrogation des mesures Stoléro !

● Non à l'expulsion de Ben Dhiab !

Le budget de l'éducation

LA MISE EN APPLICATION DE LA RÉFORME HABY

Le Budget de l'Éducation est un de ceux qui augmente cette année à un rythme un peu supérieur à celui de l'inflation : + 14,5 %. Malgré cette augmentation, les crédits demeurent très insuffisants par rapport aux besoins, et certains secteurs sont sacrifiés.

Les bourses ne sont augmentées que de 4 % soit le tiers de la hausse des prix, la sélection so-

ciale se renforce donc. Pour les 17 % de familles utilisant les transports scolaires, la note reste lourde, puisque 6 % des frais de transport restent à leur charge. Or dans les communes rurales la suppression des écoles oblige un nombre de plus en plus grand d'enfants à utiliser les cars scolaires.

Haby a pourtant tiré un bilan satisfait de son action, et insisté sur la

mise en place de sa réforme : « Il n'y a pas eu de boycott, je ne constate pas de sabotage. Cela ne m'étonne pas d'ailleurs il n'est pas dans la tradition syndicale française de refuser d'appliquer la loi ». Il a effectivement tout lieu d'être satisfait, les grands syndicats d'enseignants : FEN, SGEN appliquent sans broncher la réforme Haby, malgré leurs déclarations indignées.

Cité scolaire Edouard Vaillant

IL PLEUT DANS LES SALLES DE CLASSE !

Les crédits de l'Éducation nationale augmentent, le scandale des locaux scolaires dégradés demeure malgré tout. Ainsi, à Gennevilliers à la cité scolaire Edouard Vaillant. Ces locaux, construits il y a juste 8 ans sont déjà en déclin : ils n'ont en fait jamais été conformes aux normes de sécurité. Dans les ateliers du CET, il n'y a pas de coupe-circuit sur les tours, si un élève se prenait la main dans son tour, il n'y a, pour arrêter la machine, qu'un coupe-circuit central.

Depuis le 27 octobre, les parents d'élèves du CES Edouard Vaillant à Gennevilliers ont décrété la grève scolaire. La sécurité de leurs enfants n'est plus assurée.

La toiture du bâtiment principal (qui abrite 600 élèves) menace de s'effondrer. Appelés d'urgence samedi 22 octobre, les pompiers posent une bâche qui peut très bien être arrachée par le vent. Les armoires électriques sont inondées, le risque de court-circuit est tel que l'électricité est coupée depuis le 24 octobre.

L'ensemble des professeurs du CES soutient activement l'action des parents. Ils assurent la garde de la poignée d'élèves présents et participent activement à l'élargissement du mouvement. Le 27 octobre, ils ont diffusé des tracts sur les usines avoisinantes, ont pris des contacts avec les élèves et les professeurs du lycée technique et du CET qui, avec le CES, constituent la Cité scolaire de Gennevilliers. Car les problèmes de sécurité sont graves pour l'ensemble de la cité : au CET, une partie de la toiture s'était effondrée l'an dernier. Actuellement certaines salles sont transformées en pataugeoire. Dans les ateliers de chaudronnerie, les plaques d'amiante pour l'isolation sont tombées. Depuis 3 ans, les pouvoirs publics feignent d'ignorer la situation en rejetant la responsabilité de bureaux en bureaux. Ils attendent l'accident fatal... Une grande partie des parents, des élèves et des professeurs ne veulent plus attendre, eux.

L'Assemblée générale des parents d'élèves qui s'est tenue jeudi soir a donc décidé l'occupation de la cité scolaire. Environ 150 parents l'occupent depuis vendredi matin, avec des lycéens du comité de lutte. Ils doivent se rendre en délégation à la préfecture de Nanterre pour une entrevue avec l'inspecteur d'académie.

LOI SUR LES ÉLECTIONS PROPORTIONNELLES EN JANVIER AU PARLEMENT ?

Mercredi 26 octobre, à l'occasion des questions d'actualité qui permettent au député d'interroger le gouvernement, un député socialiste a posé la question de savoir si les bruits qui couraient indiquant qu'au mois de janvier, à l'occasion d'une session surprise, on proposerait au Parlement de modifier le scrutin et d'instaurer la proportionnelle. Bonnet a refusé de répondre.

On connaît l'objet de cette vieille querelle sur la représentation proportionnelle. Le scrutin uninominal, majoritaire à deux tours qui est en vigueur actuellement, a eu pour conséquence à la fois de favoriser la bipolarisation entre deux camps bourgeois opposés, à la fois de défavoriser les petits partis au profit des partis majoritaires dominants. C'est ainsi qu'un parti majoritaire, même avec une faible marge, peut, avec ce mode de scrutin, se retrouver disposant au parlement d'un nombre de sièges nettement supérieur à son

score électoral (en pourcentage comparé). C'est ce qui a fait le succès de l'UNR-UDR pendant 20 ans.

L'introduction du mode de scrutin à la proportionnelle est sans cesse réagitée depuis l'arrivée à la présidence de Giscard. Les conséquences en seraient, d'une part de distendre les alliances (entre le PCF et le PS d'une part, entre le RPR et les autres composantes de la droite d'autre part), et par ailleurs de réduire l'influence des partis dominants (RPR et PS) au profit des partis bourgeois moins influents électoralement (Radicaux de gauche, PR, CDS). Le but de l'opération serait ainsi assez clair : favoriser par ce mode de scrutin la mise sur pied d'une large coalition PS - MRG - CDS - PR majoritaire électoralement et donc parlementairement, en rejetant dans l'opposition RPR et PCF, ce qui rend très difficile la constitution d'une majorité de rechange.

Jusqu'à présent, tous les partis, sauf le RPR,

étaient favorables à l'instauration du mode de scrutin à la proportionnelle ; c'est même une revendication du programme commun. Giscard n'a jamais pu faire adopter au parlement ce mode de scrutin parce qu'il craignait un vote opposé du RPR et une abstention des partis de gauche, qui ne veulent pas trop se compromettre en soutenant ouvertement un de ces projets ouvertement politiques. Périodiquement, l'annonce d'une modification de la loi électorale est annoncée puis démentie. Il semble que ce nouveau bruit prenne sa source dans l'espoir de mise sur pied d'une nouvelle majorité, espoir caressé par Giscard avec insistance depuis la cassure de l'Union de la Gauche. Il semblerait cependant assez difficile de rédiger, à un mois du scrutin, une modification de ce scrutin, même si, à l'intérieur du RPR, certains députés en mal de réélection s'étaient un temps déclarés favorables à cette réforme.

130 ouvriers algériens menacés d'expulsion rue Fondary (15^e)

130 travailleurs algériens risquent d'être expulsés des logements qu'ils occupent depuis plusieurs années, dans le 15^e arrondissement de Paris, rue Fondary.

Depuis plusieurs mois, les propriétaires qui se sont succédés essaient de les faire partir, sans rien leur proposer de décent. Récemment, le propriétaire a obtenu du tribunal un arrêté de « péril ». Sous ce prétexte, les forces de police peuvent désormais les évacuer. Les propositions de relogement ne concernent que 65 travailleurs, et encore sans garantie. Les résidents de la rue Fondary exigent de pouvoir rester sur place, tant que des propositions concernant l'ensemble des travailleurs n'auront pas été faites, et dans des conditions correctes : possibilité de faire cuisine et lessive, loyers abordables, droit de visite et de réunion.

Éducateurs de prison : arrêt de la grève

Le SNEPAP, syndicat des éducateurs de prison a demandé à ses adhérents de cesser la grève qu'ils avaient engagée le 20 octobre pour exiger l'abrogation des sanctions prises par l'administration pénitentiaire contre cinq éducateurs. Le SNEPAP a reçu l'assurance d'une audience avec le Garde des Sceaux le 7 novembre prochain.

Dessaisissement du juge des NAPAP

M. Cuq, juge d'instruction chargé de l'affaire des NAPAP (noyaux armés pour l'autonomie prolétarienne), impliqués dans l'exécution de Tramoni, l'assassin de Pierre Overney a été dessaisi du dossier par Madame Rozes, Président du tribunal de Paris. Oriach, Lapeyre et Gérard, les trois militants inculpés en grève de la faim depuis un mois, ainsi que les autres détenus politiques ont été transportés à l'hôpital de Fresnes. Le dessaisissement du juge Cuq et son remplacement par le juge Chavannac, apporteront-ils un changement dans les conditions de détention des inculpés qui n'ont droit à aucune communication avec leur famille ? Ce n'est pas sûr, dernièrement les avocats des inculpés ont vu, comme en Allemagne leurs sacs et leurs serviettes fouillés.

PS : PROFONDES DIVERGENCES SUR LA DÉFENSE

Une convention nationale du PS sur la défense se déroulera les 10 et 11 décembre prochains. On sait qu'il s'agit là d'un sujet épineux pour ce parti. A la fin du printemps dernier, Mitterrand se prononçait pour un « référendum sur la force de frappe ». Le PCF s'opposait

avec vigueur à cette idée, affirmant que le programme commun devait être signé d'ici là, il était impensable de laisser un chapitre aussi important sans position précise. Depuis, au cours de la renégociation du programme commun, le PS a abandonné cette position.

Le CERES a déjà défini sa position ; il l'a présentée le 26 octobre au bureau exécutif du PS. Ainsi, il remarque que « le danger principal pour un gouvernement de gauche est atlantique, et s'il n'est pas possible de faire l'impasse sur la menace soviétique, elle est loin d'être la plus probable ». Voilà une appréciation qui minimise autant que possible la réalité du social-impérialisme, sa nature agressive et qui peut assez bien se concilier avec celle du PCF : pour le PCF, l'hypothèse d'un danger soviétique est en effet « inconcevable », même si Marchais a bien voulu l'envisager un instant, à la télévision.

Par contre, la position du CERES est en contradiction flagrante avec celle des partis sociaux-démocrates européens - dont le PS - qui considèrent l'Alliance atlantique comme la garantie essentielle de la sécurité des pays ouest-européens.

Ainsi, pour les uns comme pour les autres, tout en parlant de défense et d'indépendance nationale, il s'agit de savoir en fait sous la « protection » de quelle superpuissance il s'agit de placer notre peuple.

Rencontre Maire - Fabre

La CFDT a décidé de rencontrer chacun des partis de gauche. Lundi, c'était le PS, mercredi, c'était le MRG.

Les déclarations de Maire à l'issue de l'entretien sont assez surprenantes : « Cette rencontre nous a révélé des convergences qui ne nous étaient pas connues (...) Elle nous a permis d'examiner à fond le problème du changement de type de développement de société (...) Ces conversations ont montré que, malgré des traditions différentes - la CFDT a une tradition ouvrière, le MRG a une tradition libérale de gauche - il pouvait y avoir complémentarité, convergence. »

Fabre a révélé que les entretiens avaient porté sur « la nouvelle croissance », « les droits des travailleurs », « les inégalités devant l'emploi, les nationalisations et l'énergie ». A l'instar de Maire, il a déclaré : « Nous avons constaté une très large convergence (...) Nos propositions sont souvent très proches de celles de la CFDT. Nous avons un peu la même conception de la dignité de l'homme et de sa place dans la société. »

Que le MRG dine avec le conseiller personnel de Giscard, cela ne nous étonne pas. Mais que le principal responsable d'un syndicat ouvrier parvienne à découvrir des convergences avec ce parti de notables et de banquiers, cela mérite quelques explications.

QUAND MARCHAIS DONNE LE COUP D'ENVOI...

Les boîtes aux lettres des Vitriots débordaient cette semaine de tracts les invitants à venir écouter Georges Marchais. On se demande d'ailleurs à la lecture de ces tracts si Marchais n'est pas devenu concessionniste de la régie Renault tant les publications du PCF comportent de publicité pour cette authentique entreprise capitaliste. Les réactions ne se sont pas fait attendre ; en témoigne la réaction de ce syndicaliste de la CFDT qui ironisait à l'Union locale «Les gars se demandaient si c'était un rassemblement Renault ou un rassemblement du PCF». Sur les lieux du meeting, un concessionnaire de l'entreprise nationalisée vous harangue avec encore plus de conviction que le PCF.

FORUM DES LUTTES : LE DÉSERT

Les travailleurs en lutte de Cazeneuve et Jem's St Maur (matériel électrique) qui s'étaient déplacés pour le forum ont été bien déçus par l'absence totale de participants au forum ; on comprend que les Vitriots n'accourent pas quand Marchais essaye de donner de son parti l'image d'un parti de lutte alors que depuis plus d'un an il s'oppose à toute riposte conséquente au plan Barre !

Après le forum sur les nationalisations animé par le trésorier du PCF et par Le Pors «qui a participé à toutes les négociations» dit le tract d'invitation, le meeting débute vraiment ; Marchais va alors donner le ton de la campagne. Après avoir, avec la démagogie qu'on lui connaît, affirmé «il faut faire payer les riches» histoire de se faire applaudir, en est venu rapidement à ce qui va occuper tout son discours : la polémique contre le PS.

A grands coups : «ça recommence comme au temps de la SFIO, les socialistes ne s'adressent plus à nous (...) que pour une chose, pour nous

demander nos voix au second tour».

Marchais ajoute : «D'autres en viennent à penser qu'en 72 les dirigeants du PS ont accepté de signer le Programme commun avec l'arrière pensée d'utiliser cet accord pour renflouer leur parti pendant une période. Et malheureusement, il faut dire qu'une telle réflexion est légitime». Tous ces faits affirme-t-il encore «indiquent que le PS et le MRG voulaient se débarrasser du programme commun dont ils abandonnent aujourd'hui la politique».

«C'est vrai qu'en haut nous n'arriverons pas pour l'instant à signer

un bon programme commun (...)» a conclu Marchais en lançant un appel aux travailleurs à servir de masse de manœuvre.

«Je vous le dis franchement, tout dépend de vous». L'enjeu de cet appel ne se limite pas à faire reculer le PS sur le maximum de points, il est aussi la préfiguration de ce que pourrait être la politique du PCF, dans le cadre d'un gouvernement de gauche après 78, s'il jugeait à un moment, les conditions réunies pour manipuler le mouvement de masse, imposer en force contre le PS sa domination sur l'appareil d'Etat, et mettre en œuvre son projet capitaliste d'Etat.



B.D. extraite du Travailleur, hebdo du PCF dans la banlieue sud. Comment le PCF voit la classe ouvrière : elle n'est pas simplement arriérée, elle est proprement stupide !

A propos du meeting de Marchais

A VITRY, MUNICIPALITE PCF MODELE...

Dans Vitry, fleurissent partout panneaux avec côté face la publicité et côté pile, la propagande de la municipalité, grâce à un contrat passé entre la ville et une société publicitaire. Cette propagande est axée principalement sur la nécessité de la gestion démocratique, comme remède à l'Etat capitaliste qui étrangle les communes et qui est responsable de tous les maux ; le rôle des masses est d'être totalement passives comme le montre leur dernière affiche sur les saisies : une femme assise, abattue, dans une pièce vide dont la porte est restée ouverte, on lit : «non aux saisies, aux expulsions, téléphonez à vos élus»...

La propagande de la municipalité autour des expulsions ou saisies qu'elle empêche est tapageuse. Bien souvent elle établit un arrangement entre locataires et propriétaires car il n'est pas intéressant pour elle de mobiliser les gens pour s'opposer directement aux saisies. Par contre, en toute discrétion, le maire de Vitry, Rosette, en tant que

président de la caisse des écoles, signe des arrêtés de saisies pour les cantines scolaires non payées.

CHASSER LES IMMIGRÉS

Quant aux immigrés, la municipalité estime qu'ils sont trop nombreux à Vitry et elle demande aux Vitriots d'approuver la destruction et le transfert du foyer rue Rondanay (à l'insu des 300 travailleurs qui y habitent) dans une autre commune.

On peut lire à ce sujet dans le programme présenté pour les élections municipales de mars 77 : «Dans l'intérêt des travailleurs français comme dans celui des immigrés, nous disons qu'il doit être mis fin à l'aggravation du déséquilibre dans la répartition des travailleurs immigrés entre les communes ; nous demandons le relogement des demandeurs et des nouveaux arrivants immigrés dans les communes où ils sont en moindre proportion «La reconstruction dans une autre ville de l'actuel foyer rue Ronde-

nay vétuste et inconfortable».

Le PCF reprend donc les arguments racistes du célèbre Dijoud avec sa théorie du «seuil critique au-delà duquel la cohabitation n'est plus possible».

ENCORE PLUS DE FLICS !

L'année dernière le PCF avait décidé de réclamer la création d'un commissariat sur Vitry, arguant qu'après tout, Vitry était la seule ville de plus de 90 000 habitants en France, qui n'en ait pas.

En premier lieu on fit une vaste campagne sur l'insécurité. Ensuite on convoqua un conseil municipal public où la population était invitée et où la discussion fut animée. Après avoir coupé la parole à un intervenant sous le prétexte que le temps était écoulé pour la donner aussitôt à un représentant du Syndicat National de la Police CGT le conseil vota à l'unanimité l'implantation du commissariat. Cet exemple montre assez bien à quel point le rôle consultatif que le PCF

veut donner aux masses (Rosette se paye le luxe de dire : nous avons besoin de la contestation), n'a vraiment rien à voir avec le pouvoir aux travailleurs.

Dans le même style la municipalité avait organisé en 1975 les assises de la vie quotidienne sorte de colloque municipal où là encore la démocratie n'avait pour but que de tester la manière dont était reçue la politique de la municipalité par les travailleurs vitriots.

Renforcement du système répressif avec la caution de policiers de «gauche», mises en scènes de consultations «démocratiques» de la population, matraquages propagandopublicitaires.

Voilà quelques éléments encore partiels qui donnent une idée du nouveau type de pouvoir bourgeois que les révisionnistes entendraient imposer à tout le pays, s'ils parvenaient à jouer le rôle dominant au sein d'un gouvernement.

Corr. Vitry
Val-de-Marne

NON A L'INTERVENTION CONTRE LE PEUPLE SAHRAOUI

Suite de la Une

Le gouvernement a donc jugé le moment favorable pour monter en épingle et prendre pour prétexte la disparition de deux de ses ressortissants en Mauritanie ; il y a d'une part le matraquage à longueur de journée de la campagne «anti-terroriste» qui se poursuit depuis l'affaire Schleyer ; et d'autre part, un climat raciste, particulièrement dirigé contre les Algériens, qui accompagne les mesures scélérates de Stoléro contre les travailleurs immigrés. Il y a là de quoi recueillir le soutien d'un public réactionnaire aussi large que composite.

Mais, au-delà de cette dramatisation spectaculaire, où veut en venir le gouvernement ? Le secrétaire général du Front Polisario a répondu très nettement : «Le gouvernement français est donc en train de préparer son opinion publique à une intervention directe au Sahara occidental, après avoir aidé massivement les régimes marocains et mauri-

taniens sur les plans militaire et économique».

Les deux disparus ne sont qu'un prétexte. Un raid semble difficile à envisager : il risquerait un échec cuisant. C'est beaucoup plus sérieux qu'une action ponctuelle : l'impérialisme français semble bien vouloir maintenant justifier une intervention ouverte, durable et beaucoup plus directe contre le peuple sahraoui.

Il prétend ainsi, sur le terrain, s'imposer comme la principale puissance capable de «régler» le sort du peuple sahraoui et renforcer ainsi ses liens de domination dans la région.

Quelle que soit la forme que peut prendre cette nouvelle escalade de l'intervention impérialiste il faut la dénoncer et s'y opposer résolument. Le peuple sahraoui lutte pour la libération de son territoire, pour son indépendance nationale.

Son combat ne peut être dissocié de la lutte en France, pour abattre l'impérialisme français, pour la révolution.

Gabriel FERREOL

Lire nos articles en p. 8 et 9

Crise du militantisme au P.S.

«Il faut resserrer nos rangs et améliorer nos contacts (...) Il faut maintenant que chaque adhérent se sente concerné par cette campagne d'explication et de présence active. Aucun d'entre eux ne peut se contenter d'assister à cette bataille sans y prendre part.»

Ces quelques phrases extraites d'une circulaire interne au PS de Vitry, dans le Val-de-Marne, donnent une idée du niveau du moral des troupes...

Ces quelques autres donnent un bon aperçu de la réalité militante de ce parti : «Dès à présent, prenez contact avec les militants de votre quartier (sic), venez les rencontrer au marché (resic). Votre présence prouvera qu'ils ne sont pas seuls et vous pourrez rencontrer un élu de la section.»

Bref, les militants du P.S. sont appelés à aller serrer la main à leurs élus pour que ces derniers soient moins seuls sur les marchés !

Publicité clandestine

Enfin, ce bulletin intérieur se termine sur une sorte de publicité clandestine. Évoquant la «lettre quotidienne de l'Unité», on peut lire : «L'Unité va réaliser à destination de la presse une «lettre de l'Unité» quotidienne. Le journal Le Matin a décidé de faire paraître celle-ci in extenso. Nous engageons vivement les camarades du parti à se procurer ce journal afin d'être tenu au fait des positions du P.S. sur l'actualité politique.»

Cette petite révélation ne manque pas d'intérêt. En effet, cette circulaire date du 11 octobre. La «lettre de l'Unité quotidienne» pour sa part en est à son numéro 8 et les lecteurs du Matin n'ont pas encore eu à subir la lecture de La lettre de l'Unité «in extenso». Le Matin aurait-il hésité à apparaître ouvertement comme le journal officiel du P.S. quitte à souffrir du manque à gagner de quelques nouveaux clients, à moins qu'il ne juge que cette Lettre de l'Unité donne vraiment du P.S. une image misérabiliste (un tract recto-verso).

INTERNATIONAL

CARTER : EMBARGO SUR LES ARMES POUR L'AFRIQUE DU SUD

Carter a confirmé qu'il soutiendrait un embargo sur la livraison d'armes à destination de l'Afrique du Sud. Mais il a ajouté qu'il n'envisageait pas d'autres mesures, comme un embargo économique, pénétrier par exemple, qui serait effectivement gênant pour les racistes. Il a déclaré :

«Nous espérons que l'Afrique du Sud ne va pas s'exclure de la communauté mondiale, qu'elle va coopérer avec nous et apporter la paix. Il s'est pourtant défendu d'exercer trop de pression sur les

racistes : *«Nous n'avons pas essayé de dire à l'Afrique du Sud ce qu'elle avait à faire dans ses affaires intérieures». Ces déclarations de Carter montrent que l'impérialisme américain, face notamment aux peuples et aux pays d'Afrique, n'est plus en mesure de poursuivre ouvertement une politique de soutien à l'Afrique du Sud raciste !*

Mais ces mesures d'embargo ne gênent nullement pour l'essentiel, le gouvernement raciste. En effet, le ministre de la

Défense nationale Botha a répondu que l'embargo n'affecterait pas sérieusement la puissance militaire du régime de Pretoria : *«Nous nous suffisons assez pour faire face à toute guerre contre nous. Il a également parlé d'une «mobilisation» de l'économie qui accentuerait encore davantage l'effort de guerre. En 1968, le gouvernement de Vorster a créé une entreprise d'Etat pour la production d'armements. Des usines, proches de Johannesburg produisent grâce à des licences françaises et alle-*

mandes, des bombardiers, des navires de guerre, des armes de toutes sortes et des missiles. La collaboration dans le domaine de la production militaire avec les sionistes se développe.

C'est ce qui permet au ministre raciste d'être si tranquille : l'embargo n'est pas bien gênant. Comme le disait un dirigeant mozambicain lors de la visite de De Guiringaud : *«Les Occidentaux ont rempli d'armes le placard des racistes, et maintenant ils le ferment : il n'y a pas de quoi s'enthousiasmer.»*

BARRE EN HONGRIE

Barre effectuée un Hongrie de trois jours en voyage qui s'achève samedi matin. Il répond à une visite que le premier ministre hongrois a effectuée en France l'an dernier. Sur le terrain économique les espérances sont modestes pour l'impérialisme français. Creusot-Loire vient de se faire enlever sous le nez un marché important. Le commerce s'est peu développé : depuis 1970, il a à peine doublé à partir d'un niveau très bas de moins de 500 millions de francs, et représente tout juste 0,2 % du commerce français. Ce qui n'empêche pas l'impérialisme fran-

çais d'en retirer bénéfice : la balance commerciale est constamment largement en faveur de la France. Aucun grand projet n'est en perspective. Seul un accord pour la commercialisation en commun de produits fabriqués en Hongrie sous une licence française est en négociation.

Sur le plan politique, le qual d'Orsay a laissé entendre que le gouvernement français voulait, avec ce voyage, marquer son appui à la spécificité hongroise. Il s'agit surtout de la discrétion pour ne pas dire la réticence du parti hongrois

à reprendre à son compte les attitudes virulentes de Moscou contre l'aéromarque. Les troupes stationnées en permanence en Hongrie contribuent à convaincre le parti hongrois de ne pas s'éloigner de la politique du Kremlin. C'est d'ailleurs la dernière qui doit constituer le seul chapitre prévu dans les conversations politiques.

sont étroitement canalisées dans le cadre fixé en Mauritanie. La radio ne parle presque jamais du problème sahraoui. Les différentes attaques les ont un peu intéressés au problème. Ce qu'il y a, surtout, c'est que les techniciens connaissent bien les agents de maîtrise sahraouis. En novembre 1975, il s'est passé quelque chose de très important : une quarantaine d'agents de maîtrise sahraouis de la Cominor

STUTTGART : LA POLICE JUSQUE DANS LE CIMETIERE

Judi, les participants aux obsèques de Baeder et de ses amis (plus d'un millier) étaient étroitement surveillés et observés par la police. Les files étaient même plus nombreux. Ils n'ont pas perdu cette occasion de compléter leurs fichiers et ont procédé systématiquement à des contrôles d'identité, ce qui a provoqué des incidents. Le père de Gudrun Ensslin a déclaré : *«Je suis convaincu que ma fille a été assassinée, Car Gudrun, après le décès d'Ulrike Meinhof n'avait*

précisé qu'elle n'envisagerait jamais de mettre fin à ses jours». Selon l'AFP, le gouvernement aurait annoncé que Baeder aurait rencontré un officier : il aurait alors promis de renoncer aux actions armées s'il était libéré en échange de Schleyer.

D'autre part on apprend que le pistolet retrouvé dans le véhicule de Baeder serait l'arme réglementaire des gardes frontalières et des gardiens de prison. Son numéro avait été effacé.

USA - Arabie séoudite

Le ministre des Affaires Etrangères de l'Arabie Séoudite est arrivé mercredi aux Etats-Unis. La situation du Proche-Orient va être discutée avec Vance, après les développements intervenus à la suite de la déclaration soviéto-américaine et de la note de travail américano-sioniste. Cette dernière avait soulevé le colère des régimes arabes, le gouvernement des Etats-Unis va sans doute chercher à convaincre ces régimes qu'il n'est pas tenu par cette note de travail. D'autre part, les Etats-Unis vont demander à l'Arabie Séoudite de faire encore pression sur les régimes arabes pour qu'ils acceptent d'aller à Genève avant la fin de l'année dans une délégation unique, sans expression autonome de l'O.P.

Qui sont les Français de Zouerate ?

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique a interviewé dans son bulletin de juin-juillet 1977 Eudeline, Ancien responsable de la sécurité des ressortissants français à Zouerate. Les propos de ce monsieur éclairaient assez bien la situation et le mentalité des ressortissants français vivant à Zouerate. Du moins de ceux qui restent.

Il faut souligner que le plus grand nombre d'entre eux, quand ils ont compris qu'ils se trouvaient dans la zone des combats, ne se sont pas sentis l'âme de défenseurs avancés de l'impérialisme français et ont préféré quitter la Mauritanie.

Les Français se trouvant à Zouerate avaient-ils conscience qu'une guerre était en train de se dérouler ?

—Eudeline : Non, je ne le pense pas. Les techniciens s'occupaient peu de politique, et surtout, il y a une censure très stricte en Mauritanie. La radio ne parle presque jamais du problème sahraoui. Les différentes attaques les ont un peu intéressés au problème. Ce qu'il y a, surtout, c'est que les techniciens connaissent bien les agents de maîtrise sahraouis. En novembre 1975, il s'est passé quelque chose de très important : une quarantaine d'agents de maîtrise sahraouis de la Cominor

ont quitté la mine le même jour, répondant ainsi à un appel de mobilisation générale du Front POLISARIO.

Les atrocités des expansionnistes

(Rapport de la Fédération internationale des Droits de l'Homme février 1976)

Le Maroc et la Mauritanie, en pénétrant, contrairement à toutes les résolutions des Nations-Unies, dans le Sahara Espagnol ont violé l'un des principes fondamentaux du droit international : celui de l'auto-détermination des peuples...

Ne serait-ce que pour la Mauritanienne doit être condamnée sans réserve. Mais il y a plus, cette invasion s'est accompagnée d'innombrables exactions sur des personnes de tout âge et toute condition. La Commission déient un faisceau de preuves accablantes sur la situation de la population (sahraouie). Les centaines de photos prises sur place et les témoignages recueillis ne laissent planer aucun doute : dès leur arrivée, les soldats des deux pays occupants ont égorgé des centaines voire des milliers de sahraouis ayant refusé de faire ouvertement allégeance au Roi du Maroc. Ces égorgements ont touché aussi bien des enfants que des vieillards. Certains ont vu leurs enfants être égorgés devant eux, par intimidation. Quasiment pas un seul sahraoui réfugié ou momentanément déplacé qui n'ait vécu au cours de sa propre famille, des exactions sur un de ses membres. Sans parler, bien entendu, des bombardements faits par l'aviation sur des camps de personnes déplacées et désarmées complètement (Amgala, Tiffanti, Guelta).

La sauvagerie avec laquelle cette agression s'est faite doit être dénoncée avec la dernière vigueur. Elle est digne des méthodes employées par les féodaux du Moyen-Âge.

NON A L'INTERVENTION contre le peuple sahraoui

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

les combattants du Front POLISARIO essaient des bazookas français qu'ils viennent de saisir.



Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

L'impérialisme français contre le peuple sahraoui

LE MÉRIS DE GISCARD

En janvier 1976, le Maroc passe commande de plusieurs dizaines de Mirage F 1, en pleine guerre, au moment même où le monde entier ne peut plus ignorer la farouche résistance du peuple sahraoui à l'invasion. Quelques jours plus tard, alors que Giscard cachait auparavant son jeu en évitant le Sahara ne saisisse des armes et des équipements français ou capturent des officiers qui sortent d'un stage de formation en France.

L'OPÉRATION MARRAKECH

En 1975, contre le peuple sahraoui qui a déclenché la lutte de libération dès 1973 sous la direction du Front Polisario, Hassan II prépare l'invasion et l'annexion du territoire du Sahara occidental. Il est évident que dès le mois de mai 1975, il obtient l'appui de Giscard pour l'entreprise d'annexion qu'il prépare. L'armée marocaine va envahir le Sahara en novembre 1975 sous couvert de la mascarade de la marche verte épique de pied en cap par la France et les Etats-Unis. L'opération Marrakech a permis une livraison accélérée de matériel (hélicoptères Puma, chars AMX, engins de reconnaissance VAB) des avions décolant régulièrement de la base de Bricey, proche d'Orléans, pour le Maroc. Quelques mois plus tard, début 1976, les combats du Front Polisario pourront montrer à notre évoyé spécial les équipements flamboyants neufs (bazookas RPG 7) qu'ils viennent alors de récupérer sur l'ennemi.

DES FRANCAIS EN MAURITANIE

C'est en Mauritanie que l'intervention française est la plus directe : en effet, le régime d'Ould Daddah, dont l'armée est faible et peu motivée à combattre un peuple frère, ne peut tenir tête sur le terrain aux combattants du Front Polisario, d'autant plus que celui-ci effectue des contre-offensives en territoire mauritanien (comme celle de Nouakchott en juin 1976).

Du côté mauritanien, c'est justement après une visite à Giscard en décembre 1975 que le président Ould Daddah décide de s'engager dans l'aventure annexionniste d'Hassan II. C'est là aussi une livraison

• C'est par le silence ou la calomnie que les mass-média officielles essaient de dénaturer la réalité : la lutte du peuple sahraoui, contre l'invasion, pour l'indépendance de sa patrie. Rétablir la vérité, en partant des faits, c'est, plus que jamais aujourd'hui, une nécessité.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Après le traité de Berlin de 1986 qui partage la région du Nord-Ouest de l'Afrique entre différents impérialismes, les gouvernements français successifs ont manifesté un grand intérêt pour le Sahara occidental. Ils ont permis à la répression des soulèvements qui ont lieu à plusieurs reprises gnée, prêtant main forte à l'Espagne à plusieurs reprises, notamment lors de l'opération conjointe «Cocou-villon» en 1968.

Le peuple sahraoui et sa guerre populaire de libération

Le semi-officiel Franco-Saï traitait, il y a quelques jours, le peuple sahraoui d'«épaves de tribus» ! C'est pleinement retracé, la position de fait du gouvernement français. Outre le mépris colonial affiché pour les indigènes, le gouvernement fait

neral de fer de la COMINOR. Alors que le gouvernement mauritanien avait nationalisé les entreprises d'exploitation minière de fer, il est armé à pratiquer une indemnisation et des prix favorables à l'impérialisme français. De même, il est armé, dans le domaine de la coopération) à faire appel aux Français (alors qu'au contraire il avait augmenté ses échanges avec l'Algérie). Atteints par les salaires et les primes, ces «coopérants» et techniciens viennent à Zouerate, en pleine zone de guerre, alors que le Front Polisario a donné des avertissements répétés. Ils sont dans un camp retranché, entouré de troupes. Certains ont des armes à leur domicile. Ils entendent parler des actions armées du Polisario, ils n'ignorent pas la sympathie que rencontre celui-ci parmi les travailleurs de la mine certains de ces travailleurs sahraouis d'origine, rejoignent le front.

Le 1^{er} mai dernier, le Front Polisario attaque la Zouerate et occupe la ville pendant deux heures et demie. Deux Français sont tués au cours des combats, plusieurs autres disparaissent. A cette occasion, Guiringaud faisant état de manières particulièrement hypocrite de la «neutralité», de la France et parlant d'un conflit «entre le Maroc, la Mauritanie d'une part et l'Algérie d'autre part» refuse toute négociation avec le Front Polisario et commence à menacer.

Aujourd'hui, alors que l'assistance de la lutte du peuple sahraoui ne cesse de croître (les Etats-Unis et l'Espagne reconstruisent leurs positions), Hassan II prend prétexte du sort de ressortissants français qu'il a lui-même sciemment envoyés en pleine zone de combats pour menacer d'une intervention directe, brutale, de type colonial.

Le 28 février, à Bir Lahlou, sur le territoire du Sahara, a eu lieu une grande fête populaire, la République Arabe Sahraouie Démocratique est proclamée, le drapeau sahraoui monté vers un haut lieu de la capitale. «Notre peuple proclame au monde entier la naissance d'un Etat libre, indépendant, à la souveraineté totale, ayant un pouvoir national démocratique». La République est immédiatement reconnue par plusieurs pays africains.

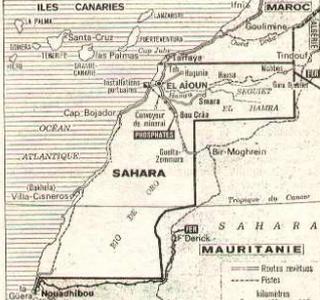
«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*



comme s'il n'existait pas de peuple sahraoui. Comme s'il n'avait pas une histoire et une personnalité propres. Comme s'il n'avait pas de patrie et que son territoire revenait de droit à la Mauritanie et au Maroc. Comme s'il n'avait pas arraché, par la lutte, son indépendance au colonialisme espagnol. Bref comme s'il n'était qu'une poignée de mercenaires, manipulés par d'autres.

Mais le peuple sahraoui est debout sur le territoire de sa patrie, désertique et immense, mais qu'il connaît à merveille, il remporte succès sur les succès en menant une guerre populaire de guérilla contre les troupes marocaines et mauritanaises d'invasion pourtant bien supérieures par leur nombre, leurs armes et leurs équipements.

Le 28 février, à Bir Lahlou, sur le territoire du Sahara, a eu lieu une grande fête populaire, la République Arabe Sahraouie Démocratique est proclamée, le drapeau sahraoui monté vers un haut lieu de la capitale. «Notre peuple proclame au monde entier la naissance d'un Etat libre, indépendant, à la souveraineté totale, ayant un pouvoir national démocratique». La République est immédiatement reconnue par plusieurs pays africains.

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

«Ressortissants d'un Etat qui a gardé une attitude de neutralité dans le conflit en cours, ils appellent leur concours à une tâche pacifique de développements», disait de Guiringaud au sujet des coopérants. On sait ce qu'il en est de cette neutralité. En ce qui concerne les coopérants, et les investissements étrangers dès janvier 1976, le Front Polisario a déclaré : *«Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie récemment occupées par les forces agressives.»*

INTERNATIONAL

A propos de la RFA

Sur un marché du 13^e

«Dimanche dernier, nous intervenions sur le marché Jeanne d'Arc... Le thème du panneau que nous avions fait portait sur les enseignements de l'actuelle campagne orchestrée sur la RFA et l'Europe des polices. Alors que de nombreux travailleurs lisaient notre panneau et discutaient avec nous, quelqu'un s'approcha et s'écria : «Ce que vous dites des atteintes aux libertés en RFA, ce n'est que purs mensonges ! De toutes façons, vous êtes comme Baader...». Une vive discussion s'engagea avec cet individu. Rapidement, un attroupement se forma sur la place, et les gens venaient écouter avec beaucoup d'intérêt nos interventions. Et il y eut des témoignages sur la réalité de la RFA. Ce fut le cas d'une jeune allemande qui vit maintenant en France et qui expliqua les interdictions professionnelles en RFA.

Lorsque nous montrions où menait l'entente Giscard-Schmidt, la question qui se posait était alors la suivante : «Mais au fait, vous dites révolutionnaires, mais comment vous voulez changer la société, parce que c'est vrai qu'on ne peut pas continuer à se faire avoir comme ça.»



Le rappel de notre position sur le socialisme permit de montrer comment les actions de la RAF n'étaient pas un moyen d'y arriver, car elles négligent totalement l'action des masses. Mais aussi comment les mesures appelées «anti-terroristes» étaient destinées à empêcher toute action révolutionnaire.

Les premières accusations nous amalgamant à Baader se sont révélées ainsi auprès de tous comme venant d'un pro-fasciste. Quant aux questions que les travailleurs se posent, elles sont nombreuses : Qu'en est-il exac-

tement de l'Allemagne aujourd'hui ? Pourquoi une telle «Union sacrée» en Europe ? Et nous devons

continuer à développer largement nos explications sur ce point.

Cellule 13^e du PCRml

Camarades,

En ce qui concerne l'article des «cages à tigre en RFA» (QdP du jeudi 20 octobre), il m'a semblé que ce détail aurait été important : l'un des principaux chercheurs responsables de la torture dans les prisons allemandes est le docteur Jan Gross. Il est important de signaler

qu'il a effectué de nombreuses recherches sur la privation sensorielle - avec expérimentation sur des détenus - dans les années 60 à Prague.

Ce révisionniste est au service de la bourgeoisie allemande ! Les méthodes ont dû évoluer aussi chez les révisionnistes à l'Est !

Nîmes



Je vous envoie ci-joint un catalogue de jouets édité en RFA et diffusé par les «3 Suisses».

La page 2 est pleine d'enseignements. Et la mise en scène de lutte contre le terrorisme ne suffit pas : s'y ajoute un commentaire explicite avec l'armée et la police, se terminant ainsi : «Les policiers armés jusqu'aux dents, prêts à intervenir rapidement pour rétablir l'ordre.

Réf. 808 1631 45 F.»

Ainsi, la bourgeoisie utilise non seulement les mass-médias à tous les niveaux et pour tout âge, mais également les jouets pour justifier ses préparatifs contre-révolutionnaires, et utiliser l'amalgame révolutionnaire = terroriste, dans la droite ligne de ses maîtres nazis.

Salutations fraternelles Valenciennes

A propos du bloc-notes du 8 octobre : «Marche ou Rêve»

A quoi Claude Villers veut-il nous faire rêver ?

Par quoi Claude Villers a-t-il commencé son «Tour de France des régions» : par la plus française de toutes, la Réunion. Vinrent ensuite dans le désordre : Guadeloupe, Martinique, Guyane puis Corse, et enfin la métropole. Faut-il insister sur le fait qu'à la Réunion, sa charmante reporter n'a interrogé que des colons français qui

glosaient sur le charme des paysages, des indigènes, du climat. Rien à voir avec les luttes populaires. Ceci coïncidait (c'est sûrement un hasard) avec la campagne gouvernementale sur «Tahiti, c'est la France», etc., ainsi que l'annexion de Mayotte.

En ce qui concerne la Guyane, un reportage sur :

«comment faire fortune en Guyane». Mes souvenirs sont un peu flous mais, au même moment ou à peu près, Giscard faisait des discours sur «comment faire fortune en Guyane», et de nombreux «réfugiés» vietnamiens, cambodgiens, etc., s'y installaient.

Correspondant Voiron (Isère)

Tu soulignes justement des points de critique importants qui ne sont pas apparus dans le bloc-notes du 8 octobre sur l'émission de Claude Villers : l'article dont tu parles n'était pas, malgré son titre, une critique de l'émission «Marche ou rêve» mais celle de trois jours de l'émission, c'est donc un point de vue très partiel sur l'émission elle-même ne tenant pas compte de ce qui s'y est dit depuis sa création. Les précisions que tu apportes sur Claude Villers, sur son appui à la

campagne colonialiste gouvernementale n'avaient pas été prises en compte dans la rédaction de l'article. Il est évident qu'on ne peut juger une émission sur trois jours et que notre enquête n'a pas été suffisamment approfondi.

Il reste qu'on ne peut pas non plus juger cette émission sur la seule base des éléments que tu avances. Elle présente en effet des aspects contradictoires : sensibilité aux revendications

régionalistes, à la résistance à la désertification, sauf lorsqu'il s'agit des colonies, où là, elle emboîte le pas aux discours officiels. A travers «Marche ou rêve» passe un écho très atténué de ces luttes, de ces revendications, de ces problèmes, mais le parti pris de ne retenir que les détails folkloriques, les aspects marginaux, les curiosités, le parisianisme des présentateurs n'en donnent qu'un point de vue déformé et désamorçé, éloigné de la réalité.

Accosté par un flic dans une ANPE

Lundi 24 octobre, je procède à une réinscription à l'ANPE de ma ville. Je change de service après l'entrevue avec le «conseiller-placeur», muni de mes papiers et je vais au service pointage pour réajuster ma carte.

Un type est accoudé au comptoir ; je n'y prête pas attention, je donne mes papiers à l'employée... (l'agence est pratiquement déserte, vu la maigreur des offres d'emploi). L'employée, qui a mon nom sous les yeux, le répète bien fort : «Votre nom c'est...». Ensuite, elle ironise un peu sur mon nom. Soudain, le type accoudé au comptoir me demande : «Vous gagnez combien au chômage ?» — «Moi ? Je n'ai jamais rien touché !»

Le type s'écrase, et l'employée lui dit : «Ecoutez, c'est plutôt à nous qu'il faut le demander.»

Alors je le dévisage et je vois un type grand et cassé, et son visage me

disait quelque chose, habillé d'une blouse bleue (trop neuve pour ressembler à un magasinier ou à un chauffeur). D'ailleurs, je les connais à peu près tous. Je n'ai pas tout de suite pensé à un flic.

Voyant que je restais muet, le type est parti ailleurs ; donc, visiblement, il n'avait rien à faire là. Surtout que, s'il avait

une blouse bleue sur le dos, il n'était pas chômeur et ne devait avoir rien à faire au pointage.

Je suis sorti de l'agence, mais son visage me disait quelque chose.

Intrigué, j'ai réfléchi, et je me suis rappelé avoir vu cet homme en uniforme de flic de ville !

Un lecteur

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 28 Octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'école des cocottes
22 h 35 - Télé-foot

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - D'Artagnan amoureux
21 h 35 - Apostrophes
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Les joyeux garçons

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi : Spécial information.
21 h 30 - Les grands fleuves,
22 h 25 - Journal
22 h 30 - Émission alsacienne

Samedi 29 octobre

TF 1

20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un, Roger Pierre
21 h 40 - Le riche et le pauvre. Feuilleton américain. 8^e épisode.
22 h 30 - A bout portant. Coluche

A 2

20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les rebelles. Film TV d'après les romans de Jean-Pierre Chabrol. Première partie : le feu. La chronique d'un village de Lozère de 1932 à 1936. La révolte des jeunes, la grève des mineurs. Intéressant.
22 h 05 - Voir. Magazine. Il y a dix ans... Che Guevara.
22 h 55 - Drôle de baraque. Avec Zouc.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Thalassa : la circulation maritime sur la Manche
20 h 30 - Tout contre un petit bois. Adaptation télévisée prise de théâtre. Une femme de cinquante ans, enfermée dans une maison de repos, aux prises avec ses souvenirs.

La lutte pour l'espace (Éditions du Seuil)

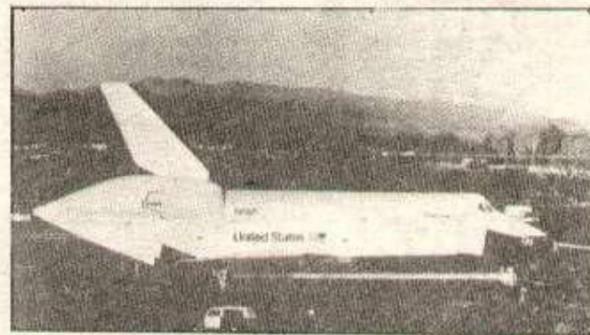
L'ESPACE
ENJEU POLITIQUE
ET MILITAIRE

Il y a vingt ans, le 4 octobre 1957, l'URSS satellisait Spoutnik à la consternation des USA qui pensaient être bon premiers dans la conquête de l'espace. Après plusieurs échecs, les USA réussissaient le lancement de Explorer 1 le 1^{er} février 1958. Mais pour de longues années, l'URSS semblait être la première puissance spatiale, ajoutant les succès aux succès : lancement de Lunik 1, puis de Lunik 2 qui s'écrase sur la Lune, et de Lunik 3 qui octobre 1959. Le 12 avril 1961, l'URSS réussit encore le premier vol d'un homme dans l'espace : Youri Gagarine. Pourtant ce qui semble une apothéose est le début du déclin, l'astronautique soviétique va connaître de nombreux déboires alors que les USA conduisent avec succès le programme Apollo qui amène deux astronautes à poser pied sur la lune le 21 juillet 1969. Aujourd'hui dans tous les domaines de la conquête spatiale, militaire exceptée, les USA ont une large avance sur l'URSS : sur le plan des télécommunications, de l'exploration du système solaire, des navettes spatiales...

Le livre de Alain Dupas *La lutte pour l'espace* remet en place un certain nombre d'idées généralement admises sur la supré-

matie spatiale soviétique au moins jusqu'en 1969. Pour lui, il y a dans cela une part importante de bluff, utilisé pour des raisons de prestige international. En fait l'avance soviétique n'a existé que dans un domaine : celui de la taille et de la puissance des fusées, jusqu'à ce que les USA mettent au point leur fusée Saturne. Cette avance sur les lanceurs a permis aux Soviétiques de satelliser des charges importantes et notamment d'envoyer des hommes dans l'espace avant les USA. Mais sur le plan de l'électronique de pointe, indispensable au perfectionnement des missions spatiales, le retard de l'URSS sur les USA était considérable et explique tous leurs échecs, et en particulier leur incapacité à réaliser leur programme de laboratoire orbital occupé.

L'enjeu de la compétition entre les deux super-puissances, Alain Dupas le démontre clairement et faits à l'appui, est militaire : « Les États-Unis et l'Union soviétique, qui entourent d'un épais secret leurs activités militaires dans le cosmos, et font silence sur les véritables motivations qui les entraînent au-delà de l'atmosphère. Ce secret, ce silence ont un but : maintenir autour de l'espace une auréole de



La navette spatiale qui doit remplacer la fusée.

pureté, faire apparaître sa conquête comme une aventure scientifique et technique dégagée des vicissitudes du monde, et par là accroître le prestige associé à cette conquête. Ainsi présentée l'histoire de l'astronautique est un conte de fée raconté aux adultes.

La lutte pour l'espace est tout le contraire d'un conte de fées, il démystifie l'histoire spatiale et les hymnes à la collaboration spatiale soviéto-américaine. Pour Alain Dupas : « Les forces qui ont propulsé les États-Unis et l'Union soviétique dans le cosmos à la fin des années 50, étaient militaires et politiques. Elles avaient

nom « course aux armements » et « guerre froide ». « Les forces armées ne cessent, en effet, d'accroître leurs activités spatiales. Le cosmos devient un secteur stratégique vital, et chacun se prépare à un éventuel affrontement ; déjà les Soviétiques ont expérimenté un véritable satellite anti-satellite. Cette militarisation intervient alors même que l'espace est devenu pour un temps la vitrine de la détente avec le vol Apollo-Soyouz ».

Le livre d'Alain Dupas outre un bon historique des aéronautiques soviétique et américaine, a donc le mérite de toujours donner les motivations politiques et militaires de la conquête spatiale.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection « Lettres Nouvelles »
copyright Édition Denoël

105^e épisode

Au vestiaire, où je ne m'étais guère familiarisée avec mes camarades, sensibilisée à l'extrême, je traduisais les silences, les coups d'œil curieux.

Ne restaient plus que de rares îlots où me mouvoir paisible. Je faisais le compte de ceux qui ne savaient pas : Gilles, le délégué, ma voisine de placard qui déjeunait dehors et conduisait un Fenwick, quelques autres à l'outillage. Avec ceux-là je me sentais à l'aise, j'avais des bouffées d'affection pour eux, je leur parlais avec gratitude. Et quand, dans un îlot où je me croyais en sécurité, j'apercevais un regard insistant, mélange d'ironie, d'incrédulité, de curiosité et de mépris, je per-

dais pied, je me troublais.

Didi fut cruelle. Quand elle m'interpellait, elle m'appelait Aïcha et dès que j'entraais dans le vestiaire, elle claquait des mains, sottement, en chantant : « Allah, Allah ! » J'aurais dû en rire.

Arezki me dit un soir que nous en parlions : — Que veux-tu, pour les Français, nous sommes des déchainés sexuels, et pour les nôtres, les Françaises sont les championnes du... raffinement. Quelques-uns s'accouplent pour ces raisons-là. Je préfère te dire qu'il y a souvent déception, de part et d'autre. Les légendes...

Il m'appelait Hawa, quand nous nous retrouvions. Il le disait aussi lorsqu'il me parlait doucement ou quand il m'embrassait.

Je ne lui demandai jamais ce que signifiait ce mot. Je préférerais ne pas savoir et je lui inventais des traductions différentes.

Un après-midi, il était cinq heures, Gilles me fit signe de le suivre. Quand nous eûmes franchi la porte de l'atelier, il me dit de ne pas m'affoler. Lucien avait été pris d'une hémoptysie ; on l'avait conduit à Bicêtre où je pourrais, le soir même lui rendre visite.

Il proposa de m'accompagner. J'avais rendez-vous avec Arezki. Je demandai à retourner à la chaîne et à terminer mon travail. Étonné, Gilles acquiesça. J'allai vers Arezki. Je lui annonçai la nouvelle malgré la présence de Bernier qui s'était assis au fond de la voiture en compagnie du régleur. Arezki comprit. Il dit très fort :

— J'espère que demain vous nous donnerez de bonnes nouvelles.

Nous buvions en silence. Je savais que Gilles questionnerait. C'était un de ces moments rares

et périlleux où se décide ou bien se perd une chance d'amitié. L'odeur de la bière me déplaisait. Il me faudrait pourtant la boire crânement. Gilles avait une petite tonsure, visible quand il se penchait pour allumer sa cigarette. Le veston lui scyait moins bien que sa grande blouse blanche qui camouflait l'épaisseur de sa taille.

— Vous vous sentez rassurée ?

Il me posait cette question pour la troisième fois.

— Oui, monsieur, dis-je.

Et je le regardai avec reconnaissance. Il toucha ma main appuyée au bord du guéridon.

— Vous étiez pâle à Bicêtre.

— Pourtant j'ai l'habitude des hôpitaux. Je suis calme.

— Ce n'est pas si grave.

Il buvait vite, il paraissait très altéré.

— J'aime beaucoup votre frère.

— Vous êtes un des rares...

— Oh, pourquoi un des rares ?

Et il se mit à rire.

— Un accident pulmonaire, on en réchappe. Moi, en rentrant d'Allemagne, j'avais un poumon troué. Voyez-moi aujourd'hui.

— Oui, je sais, monsieur.

— Ne me dites pas tout le temps monsieur !

Je ris à mon tour et me sentis mieux. Il fallait boire. J'y allai un bon coup. Je ne réussis pas à vider le verre.

— Il y a un côté farceur et bouffon dans notre vie. On pourrait nous chanter « les deux orphelins ». À la fin de chaque couplet on se retrouve à l'hôpital.

à suivre

Les syndicats face à 78

L'ALIGNEMENT DE LA CGT SUR LE PCF ?

PAS SI FACILE !



6^e Congrès de l'UD CGT de Paris

Au-delà des «craquements» de la direction confédérale !

Le 4 octobre, la Commission Exécutive de la CGT se réunissait pour prendre position sur la situation créée par les querelles de la gauche. Fait nouveau, pour la première fois, depuis les remous de 1956 (Hongrie) et 1957 (départ de Lebrun de la direction confédérale, motion Pastre sur l'Unité Syndicale), la C.E. n'est pas unanime. Un grain de sable dans la machine ? On pourrait le croire, puisque seuls deux membres sur une centaine s'opposent à ce qui apparaît alors comme un alignement —précautionneux mais bien réel— sur le PCF, dans ses assauts contre le P.S.

Mais les choses sont à la fois plus graves et plus complexes. L'un des deux «contre», Pierre Carassus, membre P.S. élu au bureau de l'U.D. C.G.T. de Paris lors du Congrès de janvier 1977 comme représentant des P.T.T., réagit rapidement. Il explicite ainsi son vote dans *Le Monde* du 12 octobre : «La C.G.T. ne s'est pas contenté de rappeler ses positions de fond. Elle a avancé sur la question des filiales des critères précis qui n'avaient jamais été discutés dans les instances de la Confédération.»

Il reproche à la majori-

té confédérale d'avoir «cherché à trancher le débat sur les filiales ou à déceler les responsabilités du blocage actuel». En ce sens, c'est plus que l'opposition P.S.-P.C. qui perce dans la Centrale ! Cela va au delà des critiques proprement P.S. que l'autre «contre», le directeur de la revue de la C.G.T. (*Le Peuple*) Claude Germon, maire P.S. de Massy, avait auparavant exprimées dans *l'Unité* : «Même si elle s'en défend, la C.G.T. est objectivement entrée dans la polémique qui oppose les partisans de gauche» et ce, avec une position sur les nationalisations qui «correspond exactement à celle du P.C.»...

Il n'est pas indifférent aux militants opposés à la ligne du P.C.F. dans la C.G.T., opposés au projet de capitalisme d'État d'entendre dire —fût-ce par des gens du P.S. : «Il faut ouvrir la discussion parmi les adhérents sur l'ensemble des problèmes qui intéressent le syndicat» et en particulier sur le Programme commun, objet de la présente querelle !

Il est certain que la présence d'un important contingent électoral socialiste dans la C.G.T. (que Carassus par exemple évalue entre 30 % et

40 %) a pesé dans le fait que les deux frondeurs de la C.E. d'une part osent s'exprimer et d'autre part puissent le faire sans être autrement réprimés : sinon, le coup aurait été trop gros !

Mais même à leur niveau et sur les positions réformistes largement conciliables avec les textes de Congrès de la C.G.T., ce n'est pas facile. Les huit membres du P.C.F. (dont deux du Bureau Politique et deux du Comité Central) présents au Bureau Confédéral mènent la vie dure à toute opposition, quand bien même se réclament-elle de l'Union de la gauche...

Carassus, mis en minorité au Comité général de la C.G.T. de Paris a deux reprises récemment, en a fait l'expérience. Claude Germon aussi à qui il a été interdit de s'exprimer précisément dans *Le Peuple* qu'il est censé diriger.

Les remous ne font donc que commencer et l'espoir que «Le débat en cours promettra d'estomper les divergences actuelles» exprimé par le responsable P.S. de l'U.D. C.G.T. de Paris risque fort de rester vain... tant que durera l'offensive anti-P.S. du P.C.F., du moins.

Les travailleurs, eux, découvrent avec cette affaire une occasion toute

particulière de s'exprimer eux-mêmes haut et fort ! Séguy présentant le «manifeste de la C.G.T.» a voulu «lancer la discussion partout». C. Germon, lui répondant en quelque sorte (dans *Le Matin* du 20/10/77), trouverait «normal que tous les points de vue puissent s'exprimer (dans la presse C.G.T.), sous la forme notamment de tribunes libres, ouvertes à tous les militants». Il a attiré l'attention sur la nécessité «pour chacun de donner sa propre lecture» des faits et des propositions de la C.G.T....

Prenons aux mots les tenants du P.C. et du P.S. à la direction confédérale qui s'affrontent ! Que chacun s'empare du débat, que les travailleurs combattifs, écœurés des grandes manœuvres de la gauche et qui refusent de servir de marche pied aux deux projets bourgeois opposés qui divisent l'Union de la gauche, fassent entendre leur voix à l'entreprise et dans les syndicats C.G.T. pour y faire avancer l'alternative révolutionnaire : c'est possible et à coup sûr, c'est le moment.

S.R.

Parmi ces oppositions, les gens du PS parlent le plus fort. Pour eux, l'enjeu en vaut la peine, et des moyens privilégiés sont là pour ça, jusqu'au plus haut niveau. Mais, dans les Sections, les Syndicats (et jusque dans certaines Unions et Fédérations), d'autres voix se font entendre : militants «sans parti» exécutés des manipulations ou désarmés, opposants politiques d'extrême-gauche, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, et même —en nombre croissant— des travailleurs membres du PCF, en proie au désarroi et qui «ne marchent plus»...

Aujourd'hui, nous présentons quelques éléments sur ces contradictions qui s'élargissent dans la CGT, et où les choses ne sont pas si faciles pour le PCF !

Interview de militants CGT - Santé de Caen

► Y-a-t-il eu des discussions dans le cadre du syndicat CGT de l'hôpital sur la division à gauche ?

— Non, pas dans le cadre du syndicat, mais tu sais bien que ça en parle.

Il y a un point qui ressort nettement, c'est que les gars pensent que la CGT ne devrait pas soutenir le PCF comme elle le fait. Une des raisons, c'est sans doute la composition de notre syndicat mais, plus largement, même des gars pro-PCF pensent également cela.

Ce n'est pas pour autant que tout le monde pense la même chose. Par exemple, il y a des militants qui pensent que vu la situation, maintenant on ne peut plus compter que sur nous-mêmes, sur l'action syndicale telle qu'on la mène à l'hôpital. Il y a encore quelque temps, des militants disaient : «Toutes nos actions convergent vers l'Union de la gauche». Maintenant, ils ne le disent plus.

Il faut dire que la division de la gauche a suscité énormément de discussions politiques. On ne peut nier non plus qu'il y ait un certain pessimisme, un réel découragement.

Dans l'ensemble, le sentiment qui domine, c'est quand même que la CGT n'avait pas à intervenir dans la querelle en soutien au PCF. Et c'est renforcé par le fait qu'il y a des gens du PCF, connus comme tels, qui représentent encore notre syndicat au Conseil d'administration et qui sont complètement désavoués par leur attitude de collaboration. Nombreux sont les militants qui pensent que si la seule politique du PCF dans la CGT, c'est de placer ses hommes et d'empêcher des syndicalistes valables de représenter le syndicat, et les travailleurs, ils ne veulent pas de cela. Ces militants ont bien vu qu'à

plus long terme, c'est ce qui risque de se faire de façon généralisée. C'est surtout là-dessus, sur ce qu'ils voient, qu'ils se font leur point de vue.

► Le syndicat du CHU est-il intervenu dans la polémique ? Et y a-t-il eu des oppositions dans ce sens par des militants ?

— Non, pas d'interventions, pas de propositions. La cellule du PCF a distribué un tract.

► Comment sont perçues les positions du PCF au niveau du syndicat ?

— On devait discuter à partir du bulletin fédéral du problème des nationalisations. Mais l'U.D. a volontairement bloqué la diffusion. Il y a un point de vue très répandu : «Si on nationalise, ce sera le gaspillage, comme en URSS par exemple». A la limite, ce serait presque la position PS, mais c'est fondé sur l'idée qu'une centralisation de l'économie entraînerait d'énormes gaspillages... Et même, il y a un vieux militant qui disait : «Après 78, on aura intérêt, si on veut éviter ce qui se passe en Pologne, à avoir des syndicats qui ne soient pas sous la coupe du PCF, car on n'aurait même plus le droit de grève».

Nous, on a un exemple sous les yeux depuis longtemps : le conseil d'administration. On n'y croit pas à la gestion démocratique. C'est le point de vue majoritaire dans notre syndicat. Les gens disent : «L'U.D. nous enverra des gars du PCF et ce n'est pas nous qui aurons le pouvoir». C'était d'ailleurs une des bases d'opposition dans notre récent congrès, et qui date d'un an dans notre syndicat.

C'est en quelque sorte un phénomène de rejet du PCF, à partir de là...